

LES CAHIERS 08

D'AUTONOMIE DE CLASSE A2C | MAI 2023

SECTIONS SYNDICALES DE COMBAT,

ASSEMBLÉES DE LUTTE,

UNITÉ D'ACTION CONTRE

LE RACISME ET LE FASCISME



À L'AUTONOMIE DE CLASSE

ÉDITO **DU ZBEUL GÉNÉRAL** **À L'AUTONOMIE DE CLASSE**

Sections syndicales de combat, assemblées de lutte, unité d'action contre le racisme et le fascisme, construisons l'autonomie de classe!

Q quatre mois. Quatre mois de mobilisations qui nous ont permis de créer du lien et des expériences communes de lutte entre militant-es, collègues, voisin-es, familles et ami-es. Quatre mois traversés par différentes phases avec différents rythmes. Quatre mois pendant lesquels ont émergé des questionnements, des débats.

Macron a annoncé le 17 avril « 100 jours d'apaisement ». Cette annonce est, en soi, un aveu d'échec pour un pouvoir dont l'objectif était, via les retraites, de briser tout mouvement de résistance et les organisations syndicales.

Mais le contenu de ces 100 jours est clair : Macron veut toujours nous mettre à genoux. La paix qu'il cherche est celle de la guerre des frontières, de la rétention, des matraques et de l'exploitation. Il n'y aura pas de paix. Pas de paix sans justice. Pas de paix sans égalité. Durant ces 100 jours c'est bien à nous de décider et de construire la suite, ensemble.

Les différentes phases du mouvement

Dès le 19 janvier 2023, à l'appel de l'intersyndicale, les gens descendent par centaines de milliers dans la rue pour marquer leur désaccord et exprimer leur colère. L'ambiance dans les manifestations est joyeuse et déterminée. Face à l'ampleur de la mobilisation, une confiance dans notre capacité à faire face et à faire reculer le gouvernement gagne les manifestant-es. Le gouvernement utilise le 47.1 dès janvier pour raccourcir les discussions au Sénat. Les mobilisations se poursuivent malgré tout. La détermination est encore très forte et plusieurs millions de personnes continuent de se mobiliser chaque semaine témoignant du rejet très puissant de cette réforme. Les vacances passent puis le 7 mars, une vague de manifestant-es répond à l'appel de l'intersyndicale.

Le 16 mars, Élisabeth Borne utilise le 49.3. Ce coup de force législatif pour objectif de renverser le rapport de forces en faveur du gouvernement mais il a l'effet de White spirit sur le feu. En réponse, la mobilisation s'amplifie et change de forme. Des dynamiques de classe et une auto-organisation plus spontanée commencent à se mettre en place. Les jeunes rejoignent plus largement le mouvement ainsi que d'autres personnes non-mobilisées jusqu'alors mais qui voient dans le 49.3 la preuve que le gouvernement ne nous prête aucune attention. Les blocages et les rues remplies de manifestant-es sont hebdomadaires. Des AG du secteur de la culture émergent dans de nombreuses villes. Des corps de métiers comme les coiffeur-euses, les libraires ou le secteur médico-social s'impliquent pour lutter contre la réforme des retraites, mais aussi pour porter des revendications propres à leur secteur



D'un mot d'ordre commun – les retraites – le mouvement s'ouvre à des revendications plus spécifiques. Il devient un lieu et un moment de rencontres et d'organisation

d'activité. C'est l'un des aspects marquants de cette phase du mouvement : d'un mot d'ordre commun – les retraites – le mouvement s'ouvre à des revendications plus spécifiques. Il devient un lieu et un moment de rencontres et d'organisation.

De nombreux secteurs de luttes agissent ensemble : les féministes du collectif NousToutes 35 à Rennes organisent un blocage économique aux côtés des syndicalistes, des militant-es de gauche se coordonnent avec des mouvements autonomes, des AG de quartier émergent. De nouveaux espaces de discussions sont créés avec la volonté de créer des ponts ou de renforcer ceux existants.

Le 25 mars des manifestations contre le racisme et la loi Darmanin ont lieu dans tout le pays tandis que 30 000 manifestant-es convergent à Sainte-Soline contre la construction de mégabassines. Le pouvoir utilise un niveau de violence inédit. Deux manifestants finissent dans le coma.

Le 14 avril est annoncé le verdict du conseil constitutionnel qui valide la réforme et rejette le référendum d'initiative partagée (RIP). Cela ferme toute solution institutionnelle dans la lutte contre la retraite à 64 ans.

Face à l'impasse de la stratégie des directions syndicales, la force du mouvement semble retomber.

La semaine suivante, la mobilisation est en baisse. L'intersyndicale n'appelle pas à une nouvelle journée de grève et se concentre sur le 1^{er} Mai. Malgré la participation historique aux manifestations du 1^{er} Mai, la seule perspective donnée par les directions syndicales est... le 6 juin.

Un sentiment de défaite menace notre classe qui n'a pas construit de cadres d'auto-organisation à une échelle suffisante permettant de donner une alternative globale aux directions syndicales.

Mais dans ce vide où la colère n'a pas disparu, les personnes restent motivées et cette confiance gagnée permet la multiplication de différents fronts et la mise en mouvement, sur des questions moins globales. Beaucoup de discussions s'ouvrent et des débats sur la question du racisme et du Rassemblement national émergent.

Non, le mouvement n'est pas mort !

La mauvaise presse de Macron en France comme à l'internationale est flagrante. Mais le rejet est surtout un véritable rejet de classe dont témoignent les appels à « Casserolades » aux heures de discours de Macron à la télévision, les coupures d'électricité par la CGT Énergie, la multiplication de grèves locales sur les salaires ou la mobilisation de masse du 1^{er} Mai.

L'absence de perspectives globales données par les syndicats (et les partis politiques) ne doit pas conduire à « passer à autre chose ». La retraite à 64 ans est une ligne rouge qui n'autorise plus de compromis.

Mais le mouvement doit se nourrir et se renforcer grâce à la multiplication des conflits qui sont encouragés par la combativité et la colère exprimées : luttes pour les salaires, les conditions de travail, la santé, l'éducation, la riposte aux violences policières, etc.

Ces multiples conflits, le développement d'une véritable guérilla sociale et politique, doit permettre de développer les outils d'auto-organisation qui ont été, jusqu'ici, une des principales limites du mouvement : sections syndicales de lutte, assemblées locales, comités de base, etc.

L'édito *des Cahiers 07* « De l'huile sur le feu » évoquait la nécessité de décloisonner nos luttes et de casser le « *conservatisme militant* » car c'est bien « [...] quand notre classe est réceptive qu'il faut [...] prendre des initiatives et se servir du fruit du travail passé pour construire à un rythme qui serait impossible hors mouvement. » Gardons en tête que les périodes comme celles-ci sont des occasions idéales pour parler politique, conditions de travail, exploitation, logiques capitalistes et discriminantes. C'est le moment d'être généreux-ses, de partager nos outils d'organisation collective et d'aller vers celles et ceux qui n'ont pas encore de cadre militant. Et surtout, c'est le moment de ne pas lâcher la question de l'antiracisme. C'est le moment de se dresser contre le danger fasciste.

Contre le racisme et les fascistes : solidarité de classe !

Les interventions des membres du gouvernement contre les immigré-es, l'opération immonde à Mayotte, l'affirmation réitérée par Darmanin de la nécessité d'une loi « *ferme* » contre l'immigration, montrent à quel point la carte raciste va être utilisée pour tenter de clore la séquence actuelle.

Ces multiples conflits, le développement d'une véritable guérilla sociale et politique, doit permettre de développer les outils d'auto-organisation qui ont été, jusqu'ici, une des principales limites du mouvement : sections syndicales de lutte, assemblées locales, comités de base, etc.

Cela dans une situation où le racisme empoisonne, à des degrés divers, des fractions importantes de notre classe. Dans une situation où le terreau xénophobe développé par le pouvoir ne peut que bénéficier aux fascistes.

Le 1^{er} Mai, Journée de solidarité internationale des travailleur-euses, le Rassemblement national organisait sa « fête de la Nation » au Havre, haut lieu des luttes ouvrières. Le 29 avril des courants racistes et fascistes appelaient à se rassembler à Saint-Brévin contre un centre d'accueil de personnes migrantes.

Le 3 avril à Poitiers, des fascistes de l'Action française ont bloqué, avec le soutien d'autres groupuscules venus d'Angers, l'université pour défendre le droit des étudiant-es « citoyens poitevins ».

Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire d'investir partout la question de l'antiracisme et de l'antifascisme dans nos organisations, nos AG de quartier, nos associations, notre travail, nos familles, à l'école, à l'université et auprès de nos ami-es. Nous avons, au sein de ce mouvement, des occasions de se donner confiance et de la transmettre aux personnes qui souhaitent investir cette lutte.

Au Havre les organisations qui avaient appelé à manifester contre la venue du RN ont été rejointes par des manifestant-es de la région (notamment de Rouen) ainsi que par une centaine de manifestant-es venu-es de Paris dont la moitié étaient des membres des collectifs de sans-papiers.

Les milliers de participant-es au concert de Médine en fin d'après-midi ont réservé un accueil enthousiaste aux discours antiracistes et antifascistes des sans-papiers et des collectifs de la Marche des solidarités

À Saint-Brévin plus de 300 manifestant-es ont conspué les 150 fascistes rassemblés. À Poitiers les fascistes se sont fait chasser par des étudiant-es sur place, qui n'ont, par ailleurs, reçu aucun soutien de la part des responsables de l'université sous prétexte que « tout le monde peut s'exprimer ».

Ainsi, la suite du mouvement, c'est partout où nous intervenons en tant que militant-es ou non.

La suite, c'est à Paris, le 13 mai à la Marche des personnes trans et intersexes (et celles qui les soutiennent) appelée par ExisTransInter pour une journée de lutte contre la loi Darmanin et contre les frontières.

La suite, c'est d'organiser d'autres « Barbecues contre Macron » comme celui du Collectif Rennes Sud Mobilisé, d'autres cortèges des Book Blocks contre Darmanin ou encore d'autres festivals comme Big Up, weekend féministe et antiraciste, sportif et culturel.

La suite, c'est le soutien à chaque grève organisée dans notre secteur ou dans notre quartier.

La suite, c'est le combat pour l'autonomie de notre classe, de ses organisations, de sa stratégie, de ses idées et analyses.

MATHILDA DEMARBRE ET MARIA MARTIN, RENNES



GRANDE BRETAGNE UN MOUVEMENT DE GRÈVES QUI SOULÈVE DES QUESTIONS STRATÉGIQUES IMPORTANTES

Une vague de grèves importantes pendant les 11 derniers mois a transformé la situation politique en Grande-Bretagne. C'est la fin d'une longue période où le niveau des luttes a été généralement très bas. Pendant l'été 2022 des travailleur-euses britanniques ont commencé à riposter à une échelle que nous n'avions pas vue depuis au moins une génération.

Des grèves de cheminot-es à travers le pays, dans une dizaine de compagnies ferroviaires de l'industrie privatisée du rail, à la fin du mois de juin ont été suivies durant l'été par des grèves de travailleur-euses des télécommunications, de la poste et d'autres secteurs. Une grève sans précédent de la part des avocat-es pénalistes a fait que ce mouvement de grève, toujours plus grand, s'est étendu à des secteurs qui auparavant n'avaient pas d'expérience de lutte collective.

Pendant l'automne et l'hiver 2022-2023, les grèves se sont étendues aux travailleur-euses de l'université, aux fonctionnaires et puis à des milliers d'ambulancier-es, d'infirmier-es et d'autres personnels soignants et d'enseignant-es, avec notamment des dizaines de milliers d'enseignant-es en Écosse. En février, plus de 250 000 membres du syndicat enseignant (le NEU) les ont rejoint en Angleterre et au pays de Galles.

Un renouveau des luttes

Depuis 1993 il n'y avait eu aucune grève nationale touchant tous les métiers des chemins de fer, ni

Pendant l'automne et l'hiver 2022-2023, les grèves se sont étendues aux travailleur-euses de l'université, aux fonctionnaires et puis à des milliers d'ambulancier-es, d'infirmier-es et d'autres personnels soignants et d'enseignant-es

de grève nationale dans les télécommunications. Le principal syndicat des infirmier-es, le Royal College of Nursing, n'avait jamais fait grève en Angleterre et au pays de Galles depuis sa fondation il y a 106 ans.

Des milliers de nouvelles personnes se sont ruées vers les syndicats pour adhérer. Le cas le plus spectaculaire a été celui du syndicat enseignant, le NEU, qui a gagné 50 000 nouveaux membres dans les semaines qui ont suivi l'annonce du vote pour la grève et du choix des journées de grève.

La lutte de classe ouverte est de retour. Poussés par une inflation galopante, qui se situe toujours à 13,5 % par an, selon l'estimation la plus exacte, les travailleur-euses savent qu'ils sont obligés de lutter, car sinon iels couleront.

La lutte de classe ouverte est de retour. Poussé-es par une inflation galopante, les travailleur-euses savent qu'ils sont obligé-es de lutter, car sinon iels couleront.

En mars de cette année, l'action des travailleur-euses s'est traduite par la « perte » de 348 000 journées de grève, en hausse par rapport aux 210 000 journées le mois précédent. Le nombre d'arrêts de travail a atteint 654, le chiffre le plus élevé jamais enregistré par le Bureau National des Statistiques (ONS) avec la participation de 250 000 travailleur-euses.

Il y a eu presque 1,4 million de journées de grève depuis décembre. Les reportages sur les grèves, bannis depuis longtemps dans les médias, sont aujourd'hui courants. L'idée d'organiser des piquets de grève, de manifester et de faire grève est acceptée maintenant par des millions de travailleur-euses. Et il en est sorti de larges débats sur comment les travailleur-euses peuvent se battre, peuvent gagner et où le faire.

Le rôle des directions syndicales

Mais il y a un problème. Presque un an après le début de la vague de grèves, il n'y a eu aucune victoire nette dans les batailles nationales. Au lieu de cela, les dirigeant-es syndicaux négocient des accords qui sont largement en dessous du taux d'inflation.

La stratégie de ces dirigeant-es a été déterminante. Si la première phase s'est souvent caractérisée par le niveau d'enthousiasme et de participation aux piquets de grèves, la deuxième phase a vu les grèves prendre la forme d'une guerre de tranchée épisodique de stop and go qui a limité la pression sur les employeurs et le gouvernement.

Le rythme des conflits a été fixé par en haut par la bureaucratie syndicale.

Les grèves étaient puissantes et largement soutenues. Mais leur nature saccadée a signifié que les employeurs et le gouvernement ont pu chercher à laisser passer la tempête avec l'espoir que l'enthousiasme des grévistes s'estomperait avec la montée des difficultés financières, et que l'opinion publique perdrait patience avec les perturbations causées par les grèves.

Et de plus en plus, même ce rythme intermittent a été cassé avec l'annulation ou le report des grèves et cela pour une succession de raisons dont la mort de la reine n'est pas le seul exemple.

Il y a eu des journées où des grévistes de différents syndicats ont agi ensemble. Le 1^{er} février et le 15 mars par exemple, environ 500 000 travailleur-euses ont fait grève le même jour. Autour du 1^{er} Mai, des enseignant-es, des fonctionnaires et des infirmier-es ont toutes fait grève mais pas le même jour.

Mais il n'y a pas eu de mouvement stratégique vers l'unité d'action.

La position initiale du gouvernement était d'affronter les grèves et de refuser de faire quelque concession que ce soit, tout en essayant de retourner l'opinion publique, à l'aide des médias, contre les grèves, les présentant comme des perturbations causées par de la pure cupidité.

Pourtant, arrivé à Noël, et lorsque des soignant-es ont commencé à faire des piquets de grève, le gouvernement conservateur, profondément impopulaire, a reconnu qu'il n'avait pas réussi à gagner l'argument dans la société face aux grèves et a changé de tactique. Il a alors cherché à entraîner les bureaucraties syndicales à signer des accords avec des concessions très limitées, qui étaient invariablement très en dessous des revendications initiales des grèves pour essayer de régler les conflits.

La troisième phase était donc celle d'accords limités et l'abandon d'actions supplémentaires. Mais nous avons aussi assisté à la résistance face à ce processus.

Les dirigeant-es du Royal College of Nursing ont invité leurs membres à accepter un mauvais accord. Mais les membres du syndicat se sont rebellé-es et ont rejeté l'accord. Dans le syndicat des universités (UCU), les travailleur-euses ont refusé de permettre aux dirigeant-es syndicaux de faire échouer les grèves et au moment de l'écriture de ces lignes, iels ont commencé un boycott de la correction des examens.

Quelle stratégie pour gagner ?

Des membres du Socialist Workers Party (SWP) et d'autres militant-es ont commencé à organiser ceux qui ne veulent pas accepter ces mauvais accords. Un meeting en ligne a rassemblé 400 personnes pour discuter de la coordination des grèves et pour certaines d'entre elleux, de la mise en place de réseaux pour se battre contre les reculs des dirigeant-es syndicaux.

Mais il y a un problème. Presque un an après le début de la vague de grèves, il n'y a eu aucune victoire nette dans les batailles nationales. Au lieu de cela, les dirigeant-es syndicaux négocient des accords qui sont largement en dessous du taux d'inflation.





Les traditions de la mobilisation à la base sont aujourd'hui faibles parce que la lutte a été très limitée depuis des décennies. Mais l'objectif est d'utiliser cette reprise des grèves pour reconstruire les réseaux militants.

Le mouvement a besoin aussi de se saisir de questions politiques plus larges – comme par exemple le besoin d'être contre le racisme et toute autre forme d'oppression. Le racisme et toutes les autres divisions sont un poison pour les travailleur-euses. Nous ne pouvons pas combattre les patrons si entre nous on se voit comme des ennemi-es.

S'appuyant sur nos analyses politiques plus générales, on pense que, puisque la libération des travailleur-euses découle de leur propre expérience de la lutte, cela ne marche pas s'il y a seulement des secteurs de travailleur-euses en grève ou si les actions restent sporadiques.

Les reculs des dirigeant-es syndicaux ont fait du mal. Mais cela n'est pas une raison de désespérer. Plutôt, il s'agit de dire que, tout en portant le maximum de solidarité à toutes les grèves qui ont lieu, il est crucial aussi de développer une confiance chez les travailleur-euses de la base, de pousser à ce que les grévistes participent le plus pleinement possible aux décisions sur les conflits et d'encourager la construction de réseaux qui puissent mettre la pression sur les permanent-es syndicaux et organiser des initiatives indépendamment de la bureaucratie quand cela est nécessaire.

Nous avons besoin que les travailleur-euses, et les grévistes en particulier puissent reprendre le contrôle de leurs syndicats. Cela passe par des assemblées générales, le droit des grévistes de décider si des propositions sont acceptées et si des grèves doivent être arrêtées ou suspendues, le contrôle des négociations par les grévistes et des comités de grèves élus.

Sans une telle façon de s'organiser, les permanent-es à plein temps limiteront la lutte

Nous avons besoin que les travailleur-euses, et les grévistes en particulier puissent reprendre le contrôle de leurs syndicats.

et insisteront sur des compromis plutôt que sur la vraie confrontation. Il ne suffit pas de voir les travers des dirigeant-es syndicaux. Il doit y avoir aussi des alternatives organisationnelles avec une base politique différente.

Reconnaître que nous avons beaucoup de chemin à faire – se confronter à la réalité – est crucial pour réussir à la fin. Dans les années 1980, ça parlait beaucoup des vieilles méthodes de lutte dont la nature serait fatalement démodée – les grèves de masse, les piquets de grève solides par autant de grévistes et soutiens que possible, s'opposer aux lois antisyndicales, rester en grève jusqu'à la victoire, etc.

Le monde avait changé, nous disait-on. De telles tactiques c'était de « la cavalerie contre des chars ». C'était faux à l'époque. Il est clair maintenant que 40 ans après la grande grève des mineurs de 1984-1985 en Grande-Bretagne, ce sont les méthodes qui sont venues après, qui aujourd'hui sont épuisées – le partenariat avec les employeurs, les grèves d'une journée, agir dans les limites de la loi, chercher désespérément le soutien des médias, rejeter l'activité militante.

Ces tactiques furent le résultat de la défaite et du désespoir et elles nous ont amené-es à un point où la classe ouvrière bat en retraite depuis des décennies. C'est pourquoi il est si important de célébrer les grèves de 2022-2023, mais sans être satisfait des petites avancées.

CHARLIE KIMBER

Charlie Kimber est un membre dirigeant du Socialist Workers Party en Grande-Bretagne et rédacteur en chef de leur journal. Le titre et les intertitres sont de nous.

La crise politique prolifère aux quatre coins du globe et des affrontements de masse entre les classes s'y enracinent. La politique qui s'y joue est centrale pour l'avenir de l'humanité tant le temps des cataclysmes approche. Bien souvent, ces mouvements sont lus par les révolutionnaires comme les processus d'une même dynamique, aux causes identiques et aux possibilités semblables. Ce qui se développe en Israël porte un contre-argument à cette analyse. Les confrontations en cours à Tel Aviv et dans toutes les grandes villes de cet État colonial qui met en œuvre un régime d'apartheid à l'encontre des populations arabes, ne répondent en rien aux aspirations de la résistance palestinienne. Afin de décentrer le regard orienté développé par différents médias, nous avons fait le choix de traduire l'interview de Mijd Kayyal, publiée initialement sur le site Socialist Workers.

INTERVIEW **LA CRISE ISRAÉLIENNE : «UN CONFLIT INTERNE SUR LES MOYENS D'OPPRIMER» LES PALESTIEN-NES**

*La société israélienne s'enfoncé davantage dans la crise tandis que son gouvernement de droite impose des réformes visant à supprimer le contrôle judiciaire qui pèse sur lui. Depuis maintenant plusieurs semaines, les manifestations d'Israélien·nes se massifient, leur mot d'ordre : la défense de leur « démocratie », de nombreuses et nombreux réservistes allant même jusqu'au refus d'accomplir leur service militaire¹. Pourtant, bien que la crise concerne l'occupation de la Palestine et la façon de la gérer, il y a eu peu d'intérêt porté à l'expression des Palestinien·nes à ce sujet et à propos de la question de leur résistance. **Socialist Worker** s'est entretenu avec **Mijd Kayyal**, un militant palestinien basé à Haïfa.*

Que pensez-vous des manifestations à propos de la « démocratie » israélienne ? J'ai cru comprendre que la plupart des Palestinien·nes installé·es dans la Palestine de 1948, c'est-à-dire dans l'actuel territoire officiellement israélien, ne les rejoignent pas. Tout d'abord parce que, les organisateurs des manifestations excluent la question des droits des Palestinien·nes mais aussi parce qu'il n'y a pas de démocratie pour les Palestinien·nes en Israël.

Notre regard sur ce qui se passe ne se résume pas seulement à la question démocratique et ne se résume pas non plus à la question de l'inclusion ou non des Palestinien·nes dans le mouvement ou à la question de la Palestine. Les problèmes que nous posent cette contestation et le conflit sont, en soi, plus profonds que ça.

Les deux parties du conflit en Israël se battent pour le contrôle de l'État, ce qui signifie qu'elles s'opposent pour contrôler les moyens de notre oppression. Il s'agit d'un conflit interne à la société israélienne sur la détention des moyens et sur la méthode à utiliser pour opprimer les Palestinien·nes.

Aussi bien l'une que l'autre sont ancrées dans les colonies d'Israël en Palestine. Cet État s'est bâti sur un processus unique : la colonisation de l'espace et la destruction de la vie palestinienne.

Les deux parties du conflit en Israël se battent pour le contrôle de l'État, ce qui signifie qu'elles s'opposent pour contrôler les moyens de notre oppression.

Nous voyons, dans tout ce qui se passe actuellement, la forte présence et l'importance de l'expression de l'armée dans ce mouvement de protestation. D'accord, il y a ces manifestations, mais ce qui fait vraiment pression sur le gouvernement, c'est la menace des généraux, des pilotes d'avion de combat et des militaires qui cessent de s'entraîner.

Il y a des interviews, dans les médias israéliens comme *Haaretz*, de soldats refusant de servir. Tous sont fiers de leurs crimes de guerre. Mais chacun dit : « Nous agissions dans le cadre d'un contrat conclu avec un État démocratique, sachant qu'il y avait derrière une Cour de "justice" pour surveiller tout ça et donc nous faisons le travail. »

Il y a ces pilotes, ces soldats et ces généraux qui sont soudainement très choqués par l'incendie de Hawara² perpétré par des colons israéliens. Mais ce sont les mêmes soldats qui ont rasé des centaines de bâtiments à Gaza et en Cisjordanie.

Certaines de ces personnes parlent des crimes de guerre qu'elles ont commis comme preuve de leur attachement à servir leur démocratie.



Cette crise se produit en parallèle de violences policières inouïes contre les Palestinien·nes.

Ce qui fait vraiment pression sur le gouvernement, c'est la menace des généraux, des pilotes d'avion de combat et des militaires qui cessent de s'entraîner.

Un soldat a raconté dans *Haaretz* comment ils utilisaient les ambulances pour forcer les barrages pendant les conflits avec la Cisjordanie. Et comment ils cachaient le symbole des ambulances pour ne pas se faire prendre. Oui, ce soldat affirme qu'il l'a fait car il s'agissait d'une opération inhérente à la démocratie. Mais aujourd'hui, le nouveau gouvernement veut gérer l'occupation et commettre les mêmes crimes sans le contrôle de la Cour de « justice ».

Donc, pour les Palestinien·nes, est-ce qu'il faut se résoudre à rester en retrait et regarder la crise israélienne s'approfondir ou bien est-ce qu'il faut y voir de nouvelles opportunités pour la résistance ?

Cette crise se produit en parallèle de violences policières inouïes contre les Palestinien·nes. Il existe un différend entre la police israélienne et le ministre de la Sécurité israélienne Itamar Ben-Gvir. Ce conflit est principalement lié à l'intrusion de Ben-Gvir à Jérusalem ainsi qu'à la gestion des militant·es palestinien·nes et des manifestations. Mais je pense aussi que la police a recours à davantage de violence contre les Palestinien·nes, surtout à Jérusalem, dans le but d'obtenir les faveurs du ministre. Elle est autrement plus agressive qu'autrefois.

Cette évolution avait commencé lors des émeutes palestiniennes de 2021 mais s'est accrue plus récemment, lorsque le gouvernement a interdit au drapeau palestinien de flotter en Israël. Chaque petite manifestation, regroupant une centaine de personnes, se serait passée très calmement, 6 mois

auparavant. Mais maintenant, le simple fait de savoir qu'il y aura un drapeau palestinien signifie que tu es conscient·e, avant même d'arriver, qu'il y aura des affrontements. Tu le sais car la police insiste toujours pour faire tomber ce drapeau.

Les militant·es savent que s'ils se rendent à une manifestation, il y a de fortes chances que ça se termine mal. Tout le monde se rappelle de la répression qu'on a connu suite aux manifestations d'il y a deux ans. Les gens sont actuellement jugés. Tous les jours, on entend parler de quelqu'un·e qui prend deux ans, huit ans, dix ans de prison. La police cible les militant·es et je pense qu'elle s'est arrangée pour saboter chaque mouvement. Mais c'est important de souligner en même temps qu'il y a toujours un espace palestinien qui est le centre de la résistance.

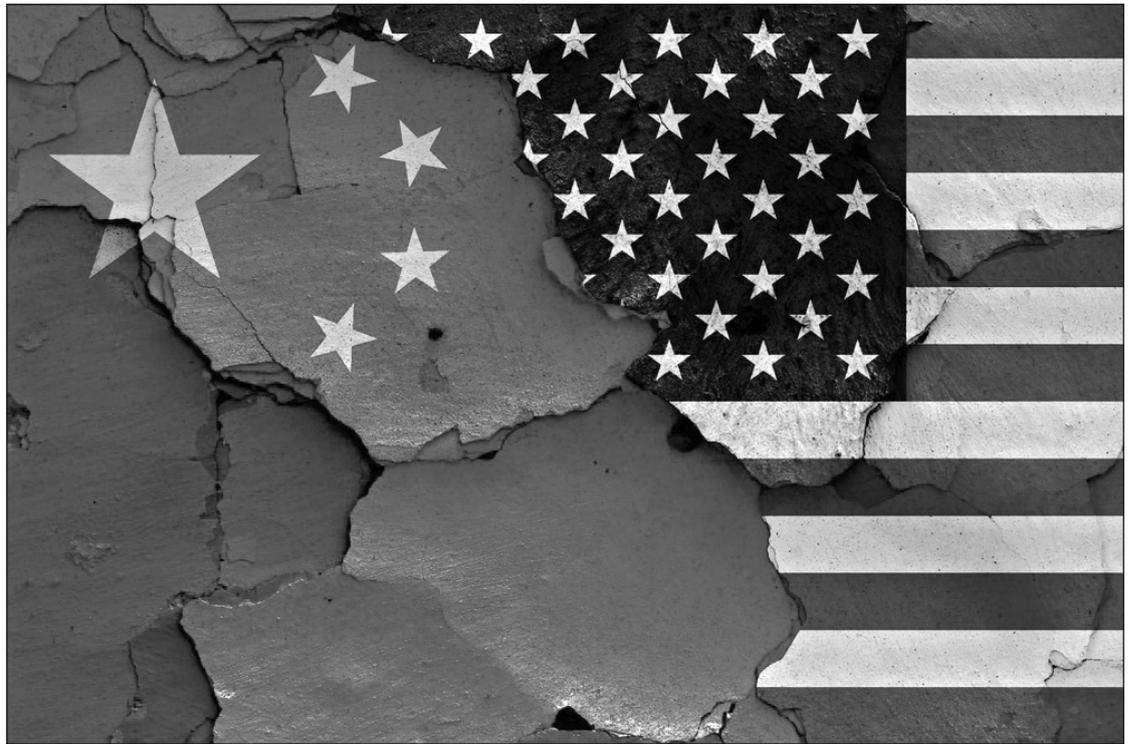
En 2021, tout le monde était dehors, ensemble, malgré la faible mobilisation en Cisjordanie. Désormais, tous les regards y sont braqués, principalement sur Jénine et Naplouse. Quelque chose est en train de se produire sur le niveau de conscience de la population. C'est très positif car ça casse l'idée fabriquée par Israël et les USA que la Cisjordanie serait exclusivement contrôlée par l'Autorité Palestinienne (AP).

Maintenant, le contrôle de l'AP s'effondre aux yeux de tous. On avait l'habitude de regarder la Cisjordanie, de regarder à quel point l'occupation et l'AP étaient violentes et on se demandait si c'était vraiment possible que le peuple puisse se débarrasser un jour de ce régime complexe qui collabore avec Israël. C'est donc une grande surprise de voir que la résistance armée se poursuit en Cisjordanie et ne cesse pas. Elle est très populaire.

Cette résistance est armée, bien qu'elle se distingue d'une organisation militaire classique. Au lieu de disposer de pierres et de cocktails Molotov, elle utilise des armes à feu. Elle n'a pas de tactique ou de hiérarchie. C'est plutôt quelque chose qui s'est développé à partir d'une résistance populaire et individuelle prenant la forme d'attaques. Les gens se battent à partir de leur propre maison et chaque quartier dispose de ses propres groupes d'habitant·es armés. Par le soutien à ce type de résistance, les liens sociaux se retissent et permettent de créer une communauté sécurisée pour les combattant·es. On sent que la résistance se régénère. Ça ne veut pas dire qu'on ne peut pas être critique à propos de ce qu'il se passe. Mais il y a quelque chose de fascinant dans cette capacité de résistance, peu importe ce qui se déroule, peu importe ce que l'Autorité Palestinienne ou Israël font. Cette aptitude pour régénérer la résistance est une leçon, je pense, pour l'humanité.

1 – Le service militaire est obligatoire dans l'État d'Israël dès l'âge de 18 ans, sauf exception (parmi laquelle l'exception raciste d'exclusion des arabes israéliens). Cet endoctrinement militaire dure 2 ans et 8 mois pour les hommes et 2 ans pour les femmes.

2 – Il s'agit là de représailles organisées par des colons israéliens qui ont jeté des pierres, tiré à balles réelles et incendié des habitations dans la ville cisjordanienne de Hawara sous le regard complaisant et dans un laisser-faire complice de l'armée israélienne.



ÉTATS-UNIS/CHINE : VERS UN NOUVEAU PARTAGE DU MONDE ?

Début avril l'armée chinoise a simulé l'encerclement et le bombardement de Taïwan en déployant ses navires et avions de guerre. Les manœuvres de l'armée chinoise et de la flotte américaine basée au Japon se répondent depuis plusieurs mois, tout comme se répondent des discours politiques toujours plus agressifs.

En mai 2022, Joe Biden a affirmé que les États-Unis interviendront militairement si Pékin envahit l'île. En octobre, le président Xi Jinping a rappelé que si l'objectif de la Chine populaire est de réunifier Taïwan pacifiquement, elle ne « *renoncera jamais à l'usage de la force* », si besoin.

Les tensions ne se limitent pas à Taïwan. Dès 2018, Trump a imposé de lourds droits de douane aux importations chinoises. Depuis novembre 2022, plusieurs entreprises chinoises, comme Huawei, sont bannies des États-Unis. En janvier dernier, Joe Biden a scellé un accord avec les Pays-Bas et le Japon pour restreindre l'accès de la Chine aux technologies permettant la fabrication des puces de dernière génération.

Les dirigeants américains justifient leur politique par toutes sortes d'arguments qui vont de la défense du droit international et de la démocratie, aux risques d'espionnage et d'utilisation militaire des technologies, en passant par le non-respect des règles du commerce international.

La souveraineté et le droit international n'ont pourtant jamais embarrassé les États-Unis quand il s'est agi d'occuper l'Irak et l'Afghanistan. Ils ont soutenu les dictatures sud-coréenne et taïwanaise

Ces tensions grandissantes sont les symptômes d'une concurrence exacerbée entre deux blocs de capitaux qui prend la forme d'une concurrence militaire

jusque dans les années 1980 et n'ont aucun scrupule à faire produire 90 % des iPhone d'Apple et autres marchandises par des centaines de milliers de travailleur-euses chinois dans des conditions d'exploitation terribles et sans aucun droit démocratique. L'affaire Snowden a révélé l'ampleur de leur réseau mondial d'espionnage. Quant aux règles de concurrence économique, dans un monde où les transactions mondiales s'effectuent en dollars et où le capital financier américain domine le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, elles sont taillées sur mesures pour bénéficier en premier lieu au capital américain.

Ces arguments hypocrites masquent un affrontement bien plus profond entre les deux nations. Ces tensions grandissantes sont les symptômes d'une concurrence exacerbée entre deux blocs de capitaux qui prend la forme d'une concurrence militaire, d'un affrontement inter-impérialiste

Cette hégémonie militaire masquait le recul économique des États-Unis et l'émergence d'une nouvelle puissance économique mondiale, la Chine

qui pousse à remettre en cause la hiérarchie des pouvoirs dans le monde.

Les tensions s'enracinent dans l'impérialisme

L'impérialisme s'est développé dans la seconde moitié du 19^e siècle quand les grandes puissances européennes se sont partagé le monde par les guerres coloniales. L'impérialisme britannique dominait. La dynamique d'accumulation sans fin poussait le capital à déborder les frontières de l'État nation à la recherche de nouveaux débouchés pour les marchandises et d'investissements plus profitables. Pour cela les blocs de capitaux avaient besoin de l'État, de sa force militaire pour s'imposer et préserver ses « nouveaux » territoires, pour sécuriser les investissements et les voies commerciales, pour négocier avec d'autres blocs de capitaux des tarifs douaniers avantageux ou à défaut faire la politique de la canonniers. Loin de dissoudre l'État-Nation, l'internationalisation du capital le renforçait, alimentant le militarisme et le nationalisme. La concurrence économique entre blocs de capitaux prenait la forme d'une confrontation militaire entre États.

Les contradictions entre capitaux ont débouché sur les deux premières guerres mondiales lorsque l'Allemagne puis le Japon, exclus de la première phase d'expansion coloniale, ont exigé un nouveau partage du monde. La Première Guerre mondiale a fait 20 millions de morts et la Seconde plus de 50 millions.

La hiérarchie des puissances a été profondément bouleversée. Les États-Unis sont devenus la puissance impérialiste dominante, assujettissant les vieux impérialismes secondaires de l'Europe occidentale, intégrant le Japon et l'Allemagne de l'Ouest dans leur système d'alliance. En face se dressait le bloc de l'Est dominé par l'URSS. L'État soviétique n'avait plus rien à voir avec celui issu de la révolution ouvrière de 1917, qui s'était mis au service de la classe ouvrière internationale et de la révolution mondiale. La contre-révolution stalinienne des années 1930 l'avait mis au service d'un capitalisme d'État contrôlé par une bureaucratie érigée en nouvelle classe dirigeante. Vainqueur de l'Allemagne nazie sur le front de l'Est, l'URSS avait obtenu des accords de Yalta, le contrôle d'une grande partie de l'Europe de l'Est à laquelle elle avait imposé son modèle bureaucratique.

Les rivalités inter-impérialistes entre les deux blocs ont pris la forme de la guerre froide, alimentée par une économie d'armement permanent qui entretenait l'équilibre de la terreur. Les affrontements militaires se produisaient à la périphérie des blocs, notamment pour le contrôle des territoires qui se libéraient des vieux empires coloniaux comme au Vietnam.

L'effondrement du bloc de l'Est au début des années 1990 a de nouveau bouleversé la hiérarchie des puissances. L'impérialisme américain

hégémonique a poussé son avantage en Europe, ralliant progressivement les nouveaux États indépendants de l'Europe de l'Est dans son alliance atlantique. La Russie, économiquement exsangue et en pleine restructuration, n'avait plus les moyens de déployer son arsenal militaire. Les États-Unis à la tête de leurs alliés sont intervenus comme gendarmes du monde pour assurer leur domination au Moyen-Orient ou en Afghanistan.

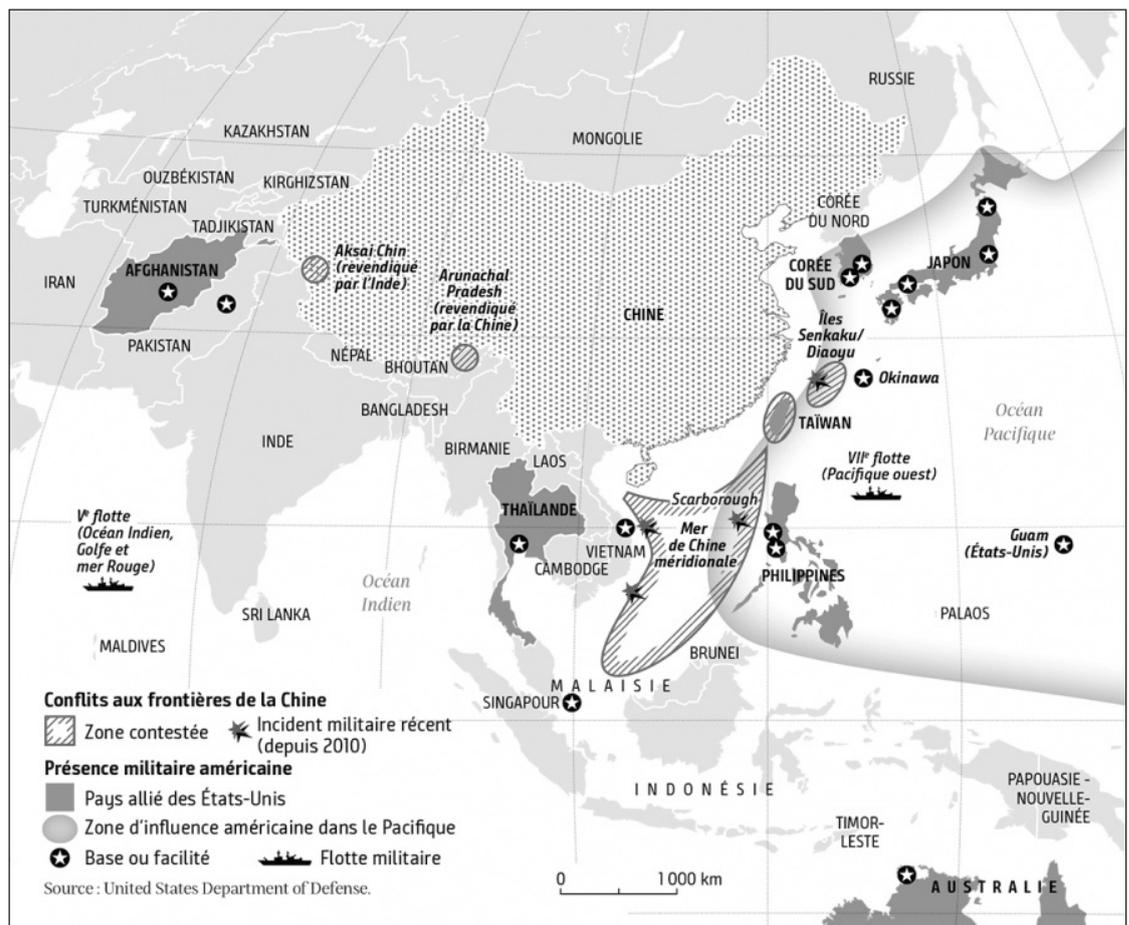
Mais cette hégémonie militaire masquait le recul économique des États-Unis, englué comme l'Europe occidentale dans une crise historique de profitabilité depuis le milieu des années 1970, et l'émergence d'une nouvelle puissance économique mondiale, la Chine.

L'émergence d'un nouveau rival

Jusqu'aux années 1970, la Chine maoïste, issue de la révolution de 1949, était soumise à un blocus économique de la part des États-Unis pour contenir l'expansion du « communisme ». Les États-Unis changèrent leur fusil d'épaule au début des années 1970. Il s'agissait pour une part d'enfoncer un coin dans les relations entre la Chine et l'URSS, pour une autre part d'user de son influence pour sortir du borbier vietnamien. La Chine disposait de plus d'un réservoir de main-d'œuvre et d'un potentiel marché intérieur immense qui offraient de nouvelles perspectives de profits d'un capitalisme qui entraînait dans une crise profonde. De son côté, le modèle chinois était dans l'impasse. L'objectif des dirigeants chinois après la révolution de 1949 n'avait rien à voir avec l'émancipation des travailleurs. Après avoir chassé l'influence impérialiste et les vestiges de la bourgeoisie chinoise vers Taïwan, il s'agissait de développer une économie nationale, par le biais d'une nationalisation bureaucratique de l'économie, dirigée d'une main de fer par le Parti communiste chinois. Mais suite à son isolement, l'économie était exsangue. Des réformateurs, notamment le futur dirigeant Deng Xiaoping, cherchaient une ouverture économique.

En 1972, Richard Nixon est donc allé rencontrer Mao pour sceller la nouvelle « amitié sino-américaine ». La Chine populaire a été admise à l'ONU à la place de Taïwan avant d'établir des relations diplomatiques avec les États-Unis à la fin de la décennie. Des accords de coopération économique, avec des volets technologiques et militaires, ont été rapidement lancés. Les réformes économiques progressives menées sous Deng Xiaoping, au travers de « zones économiques spéciales », ont facilité les investissements du capital étranger à





Carte Le Monde diplomatique

commencer par celui de la diaspora industrielle de Hong Kong et de Taïwan.

En 2001, l'ouverture a été accélérée par l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce. L'État chinois a entrepris une vaste restructuration au travers d'une campagne de privatisations tout en gardant le contrôle des plus grosses entreprises dans les secteurs stratégiques de la défense, de l'énergie, des télécoms et des transports. Le secteur privé est resté profondément lié à l'État : en 2006, 90 % des millionnaires étaient d'anciens hauts fonctionnaires et la moitié des capitalistes de la zone côtière étaient liés PCC. Le Parti, garant des intérêts généraux de la classe dirigeante chinoise, a gardé un contrôle strict du processus d'ouverture économique, en écrasant la contestation sociale interne lors du massacre de Tian'anmen en 1989, et en s'assurant la fidélité des nouveaux capitalistes et des haut fonctionnaires par toutes sortes de purges au nom de la lutte contre la corruption.

L'ouverture chinoise a permis au capitalisme occidental de tirer d'énormes profits en délocalisant et sous-traitant en Chine une grande partie de sa production manufacturière, la transformant en usine du monde. Les investissements étrangers ont explosé. Les 200 millions de migrant-es ruraux qui se sont installés dans les grandes villes depuis 1990 ont assuré une main-d'œuvre peu coûteuse. L'importation de marchandises bon marché a permis de réduire la pression sur les salaires en Occident. Si 70 % des bénéfices sont allés aux transnationales étrangères, cette ouverture a fait faire à l'économie chinoise un bond en avant sans précédent, non seulement en ce qui concerne la

Alors qu'il ne représentait qu'un huitième de l'économie américaine en 2001, le PIB de la Chine atteint aujourd'hui 77% du PIB des États-Unis

production manufacturière mais aussi dans la maîtrise et le développement d'une production de haute technologie capable de rivaliser avec les transnationales occidentales.

Alors qu'il ne représentait qu'un huitième de l'économie américaine en 2001, le PIB de la Chine atteint aujourd'hui 77% du PIB des États-Unis et est en passe de le devancer d'ici la fin de la décennie. Dans la même période, la part de la Chine dans les exportations mondiales est passée de 6 % à 15 % tandis que celle des États-Unis a régressé de 10 % à 8,5 %. Parmi les 500 plus grandes fortunes du classement du magazine *Forbes*, 124 sont chinoises contre 121 américaines. Dans les années 2010, le nouveau président chinois Xi Jinping a lancé le vaste projet des « Routes de la soie » qui vise à étendre son réseau commercial au travers de la planète et qui s'est traduit par de lourds investissements, principalement en Asie, mais également en Europe, en Amérique latine ou en Afrique.

Dangereuse accumulation des tensions

La puissance économique de la Chine a commencé à vivement inquiéter les dirigeants américains au début des années 2010. En 2011, Obama a réorienté 60 % de la puissance militaire américaine vers

l'Asie. En 2015, un rapport stratégique du « Council on Foreign Relations », Think Tank composé de hautes personnalités tant conservateurs que démocrates a préconisé de nombreuses mesures comme l'exclusion de la Chine de nouveaux accords commerciaux, le contrôle des exportations de haute technologie, le renforcement des alliances stratégiques en Asie et des capacités militaires dans la région. Mise en oeuvre de façon brutale et raciste par Trump, cette politique continue aujourd'hui sous la présidence de Joe Biden par l'intermédiaire de mesures économiques qui visent à inciter les puissances occidentales à se désengager de la Chine et par l'intermédiaire d'alliances comme l'AUKUS scellée en 2021 avec l'Australie et la Grande-Bretagne pour contrer l'expansionnisme chinois dans le Pacifique.

De leur côté, les dirigeants chinois comptent bien assurer la défense et l'expansion de leur économie. La Chine renforce chaque année son budget militaire qui reste néanmoins trois fois inférieur à celui des États-Unis. Elle a en particulier fortement augmenté sa flotte qui dépasse en nombre la flotte américaine tout en restant largement sous équipée par rapport à cette dernière. Tout comme aux États-Unis, cette politique s'accompagne d'un nationalisme plus dur, au sujet de la réunification avec Taïwan et de politiques racistes à l'égard des Ouïghours.

La rivalité entre les deux puissances se concentrent au niveau régional. Les investissements chinois y sont nombreux et les importants flux de marchandises restent sous la surveillance des nombreuses bases américaines déployées dans la région, du Japon à la Thaïlande en passant par la Malaisie et le détroit de Malacca où transitent 90 % de marchandises chinoises.

Cette évolution profonde et rapide dans la hiérarchie des puissances, la rivalité inter-impérialiste qu'elle suscite, pousse à une redistribution mondiale

L'histoire a montré le prix terrible que les peuples ont payé lors des précédents conflits inter-impérialistes. Elle a aussi montré leur détermination constante à lutter contre cette logique

des pouvoirs. Dans le contexte d'une crise économique dont les économies mondiales n'arrivent pas à se relever depuis 2008 et qui se transforme en crise financière y compris en Chine ; dans le contexte de la guerre en Ukraine qui concerne la Chine dans la mesure où elle a tout intérêt à la stabilité de la Russie avec laquelle elle partage une frontière de plus de 4 000 km et qui lui permet de diversifier ses importations en gaz et en pétrole, cette redistribution des pouvoirs a de plus en plus de probabilité de s'effectuer par la voie des armes plutôt que par celle de négociations diplomatiques et commerciales.

L'histoire a montré le prix terrible que les peuples ont payé lors des précédents conflits inter-impérialistes. Elle a aussi montré leur détermination constante à lutter contre cette logique, contre la guerre du Vietnam ou celle plus récente en Irak. Les colères des classes ouvrières à l'échelle mondiale, contre les crises multiples du capitalisme, que ce soit en Europe, aux États-Unis ou même en Chine où la révolte des ouvrier-es de Foxconn a récemment mis à bas une politique de confinement extrême, portent les germes d'une alternative révolutionnaire à la barbarie capitaliste. À condition de s'emparer dès maintenant de cette question en luttant contre l'augmentation des dépenses de guerre, la militarisation des économies et le nationalisme.

NICOLAS. PARIS 20^e





FACE À LA PASSIVITÉ ET L'INACTION DEVANT LA MENACE FASCISTE

ARGUMENTER ET CONVAINCRE DE L'URGENCE ANTIFASCISTE ET ANTIRACISTE

Le mouvement social historique contre la réforme des retraites qui s'est amorcé au début de l'année n'arrive pas dans n'importe quelle séquence : en 2022, nous avons vu pour la troisième fois en 20 ans s'opposer au 2nd tour de la présidentielle une candidate fasciste au candidat de la bourgeoisie, alors que quelques semaines plus tard entraient 88 député-es du RN à l'Assemblée nationale.

Plus encore, des militant-es fascistes prennent de plus en plus régulièrement la rue à Lyon, Bordeaux et dans d'autres villes, ont attaqué à Saint-Brévin-les-Pins et Callac, diffusé des tracts racistes et nationalistes à Nanterre, se sont organisés pour attaquer des supporters de l'équipe du Maroc dans plusieurs villes durant la Coupe du monde de football.

Le projet de réforme prévoyant le report de l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans a été annoncé le 10 janvier 2023. Dès le 19 janvier, l'intersyndicale rassemblant tous les principaux syndicats de travailleur-euses et étudiant-es ont lancé la riposte et la mobilisation a tout de suite été massive. Les principaux partis politiques de gauche ont également soutenu ce mouvement et affiché leur opposition au gouvernement et à Macron.

Le Rassemblement national a également affiché son opposition à la réforme des retraites. Bien qu'il n'ait pas appelé à la mobilisation, encore moins à la grève, cette prise de position a déclenché quelques réactions notamment de représentant-es syndicaux, comme Philippe Martinez de la CGT, pour affirmer que le RN ne serait pas le bienvenu dans les cortèges. Du côté des partis politiques de gauche, les critiques contre le RN formulées par quelques figures ne les ont pas empêchés de voter avec eux une même motion de censure, entérinant ainsi qu'il pouvait y avoir des situations dans lesquelles il était possible de faire alliance avec le RN.

Laisser aux fascistes la possibilité de s'exprimer, de se présenter à des élections, de s'organiser, c'est leur laisser le pouvoir de s'en prendre aux personnes racisées, de mettre fin à nos grèves et mobilisations, de tuer.

Pour compléter ce tableau, le RN a organisé un meeting et un banquet le 1^{er} Mai au Havre, regroupant plus d'un millier de militants fascistes pour une « fête de la nation ». Intervenant la journée internationale des droits des travailleur-euses, en plein mouvement social, dans une ville ouvrière emblématique des luttes dans les raffineries et les docks, ce rassemblement s'ajoute à de récents sondages qui annoncent que parmi les figures politiques et syndicales, celle qui progresse le plus en terme de popularité est Marine Le Pen.

Heureusement, un ensemble d'organisations au Havre, joint notamment par la Marche des Solidarités et les collectifs de sans-papiers venus en car, ont appelé à l'unité et à la riposte antifasciste. Ce jour-là des milliers de personnes se sont rejointes pour affirmer : « *Pas de fascistes au Havre, pas de havre pour les fascistes* ». On espère que cette riposte antifasciste sera le premier engrenage qui en entraînera de plus grands, comme en 1995 quand Ras l'Front déployait plusieurs banderoles

devant les fascistes du FN et leurs alliés, démunis dans leur minable rassemblement rituel du 1^{er} Mai de l'époque : place de l'Opéra devant la statue de Jeanne d'Arc.

Mais parce qu'il y a urgence face au danger fasciste qui s'amplifie, cet article tâchera de fournir un certain nombre d'éléments de réponses face aux arguments du camp de l'inaction. Ce camp de l'autruche et du péril qui n'appelle depuis 20 ans à ne faire barrage que dans les urnes, comme paralysé face au développement du racisme et du nationalisme, qui refuse de parler du danger fasciste pour ce qu'il est vraiment, et qui ne propose pas à notre classe de combattre, par peur qu'elle oublie de voter pour lui.

1^{er} CONTRE-ARGUMENT

«Le vrai combat contre le RN se jouera en 2027, lors des prochaines élections présidentielles»

Les élections ne sont qu'un des moyens par lequel les fascistes s'emparent de la société. Pour prétendre au pouvoir, le fascisme doit organiser et mobiliser activement une masse de membres. Or, son audience est aujourd'hui principalement électorale et donc passive. Ce sur quoi nous pouvons agir c'est donc sur cette capacité à transformer cette audience électorale, ou une partie d'entre elle en une masse active de fascistes. Ce combat doit se mener dès maintenant, non pas en brossant dans le sens du poil des électeurs du RN qui seraient «*fachés pas mais fachos*» mais en ne laissant plus le RN intervenir publiquement sans réaction, en cassant l'attrait que ce parti peut opérer en se prétendant «*dédiabolisé*» afin de détacher du noyau fasciste les éléments qui sont influencés. Il faut ainsi dénoncer systématiquement la nature réelle de ces organisations.

En acceptant de débattre avec eux, en signant des textes de lois ou des motions de censure avec eux, on contribue à leur banalisation. Laisser aux fascistes la possibilité de s'exprimer, de se présenter à des élections, de s'organiser, c'est leur laisser le pouvoir de s'en prendre aux personnes racisées, de mettre fin à nos grèves et mobilisations, de tuer. Pas de démocratie pour les ennemis de la démocratie, pas une affiche, pas un tract, pas une apparition publique!

La mobilisation de 2016 contre la loi travail, ou celle de 2019 contre la retraite à points n'ont pas suffi à endiguer la progression du RN, car le mouvement social ne suffit pas. Le combat antifasciste est un combat spécifique qui doit être l'affaire de toutes et tous.

2^e CONTRE-ARGUMENT

«S'attaquer aux fascistes, c'est délaïsser les capitalistes, c'est donc une lutte réformiste et une perte d'énergie dans la lutte contre le capitalisme»

En réalité, plus les fascistes se renforcent, plus notre capacité à combattre le capitalisme s'affaiblit. La lutte antifasciste est une des conditions de notre victoire contre le capitalisme, mais ça ne signifie pas qu'il faut être anticapitaliste pour être antifasciste.

Il suffit de voir la pénétration du vote RN au sein des personnes qui se disent proches des syndicats pour s'en convaincre (22 % de sympathisant-es CGT pour le RN par exemple). Comment garantir l'unité

Il est urgent d'insuffler les arguments au sein des syndicats et des mobilisations sociales, pour y gagner une implication concrète dans des luttes antiracistes.

de notre classe – condition nécessaire à la victoire – si nous ne parvenons pas à combattre le racisme et le nationalisme qui l'ont gangrénée?

Il n'y aura plus de mobilisations sociales d'ampleur, car plus d'unité possible de notre classe. Il est donc urgent d'insuffler les arguments au sein des syndicats et des mobilisations sociales, pour y gagner une implication concrète dans des luttes antiracistes.

En 1934, ce n'est pas le Front populaire qui a permis de repousser l'offensive fasciste de février, mais bien l'inverse : la mobilisation antifasciste a permis le Front populaire. Comment expliquer cela? Par sa nature défensive, l'antifascisme permit en 1934 de construire un mouvement de masse impliquant différents courants, divisés par ailleurs sur de nombreuses questions, et bien au-delà de leurs rangs.

Par l'unité, condition nécessaire pour dynamiser la confiance en notre classe, qui permet d'annihiler l'argument des fascistes d'hier, comme de ceux d'aujourd'hui, qui voudraient prétendre représenter «*le peuple*».

3^e CONTRE-ARGUMENT

«Ce n'est pas en combattant le RN qu'on combat le fascisme, c'est en combattant Darmanin qui a une politique fasciste et qui est le vrai fasciste»

Peut-être faut-il commencer par dire que Darmanin est un individu nauséabond, un raciste et un violeur qui incarne l'autoritarisme et le racisme du projet actuel du gouvernement au pouvoir. Il incarne et porte encore les intérêts de l'État et de la bourgeoisie. En revanche, il n'incarne pas le projet de prise de pouvoir des fascistes qui lui est porté depuis sa fondation par un parti : le FN/RN.

L'autoritarisme n'est pas le fascisme. La caractéristique déterminante du fascisme n'est pas d'être autoritaire, ni même d'être raciste. Ce qui distingue le fascisme par rapport à tout autre mouvement, c'est son projet de mouvement de masse de la petite bourgeoisie autonome de l'État et de la bourgeoisie.

Cela ne signifie pas que les fascistes ne vont mettre en mouvement que les petits bourgeois, plus ils seront forts plus leur capacité à entraîner des ouvriers, des bourgeois et des aristocrates sera importante, mais le fascisme est le seul à cibler précisément cette classe et à vouloir obtenir leur adhésion active et non passive.

Darmanin incarne les intérêts de la bourgeoisie, le RN pourra à certaines occasions le faire, mais restera autonome. C'est par exemple comme cela qu'il faut comprendre l'opposition de ce parti à la réforme des retraites.

«Les fascistes rejettent l'idée que les forces économiques sont le moteur de l'histoire. Ils mobilisent autour de la «nation», de la «patrie», en tentant de rassembler contre les éléments «extérieurs» à la communauté, que ce soit en termes de frontières, d'origine, de culture, de religion. [...] Ce n'est pas l'exploitation qui leur pose problème, mais une bourgeoisie jugée trop faible ou individualiste. Cette approche permet de comprendre que les fascistes



Ce qui distingue le fascisme de tout autre mouvement, c'est son projet de mouvement de masse de la petite bourgeoisie autonome de l'État et de la bourgeoisie.

s'adressent «à ceux d'en bas» avec un discours radical, sans compromettre pour autant les intérêts de «ceux d'en haut», en assumant souvent un positionnement politique «ni droite ni gauche»¹

4^e CONTRE-ARGUMENT

«En gagnant sur les questions sociales (comprendre les salaires, le chômage, la réforme des retraites, etc.), on mettra fin aux raisons pour lesquelles le fascisme se développe»

Cet argument est lié à un autre qui n'est pas juste une reformulation mais qui est suffisamment proche pour y être associé : «on combattra le RN en exposant leur programme et leur discours sur les questions sociales».

Il est tout à fait juste de dire qu'une des conditions à la possibilité d'un retour du fascisme au pouvoir est la crise économique, d'autant plus quand celle-ci se double d'une crise politique qui s'exprime par l'incapacité des institutions en place à apporter la moindre solution. Mais il existe une autre condition, tout aussi déterminante, c'est que les fascistes soient suffisamment enracinés dans le paysage politique d'un pays et qu'ils démontrent leur capacité à incarner une alternative aux ressources de la bourgeoisie.

Le racisme est l'élément décisif de l'attraction qu'opère le RN ! Celles et ceux qui dénoncent les inégalités et veulent une société plus juste, quand il s'agit de voter, votent à gauche ou s'abstiennent. Les 13 millions de votes pour Marine Le Pen indiquent la percée du racisme dans la société. Le Pen n'a même plus à le répéter dans chacun de ses discours (mais elle le fait encore bien assez !) tant racisme et nationalisme s'incarnent déjà dans les politiques

anti-migrant-es et islamophobes de Macron. À ce titre, il est donc illusoire de croire que le mouvement social se suffit à lui-même pour contenir ou faire régresser le vote fasciste.

Parvenir à reconstruire une tradition antifasciste ne pourra se faire qu'en la liant aux luttes antiracistes.

Face au danger fasciste en France, il nous faut agir :

Ni déni : le RN est un parti fasciste, il y a bien un danger fasciste en France et il augmente. Faire de l'antifascisme une priorité commence par affirmer que le RN porte un projet fasciste.

Ni panique : nous sommes encore la majorité. Le racisme progresse, les fascistes ont confiance, mais il reste encore dans ce pays des dizaines de milliers de personnes prêtes à s'engager dans un combat contre les fascistes, encore faut-il leur en donner les moyens.

Mais urgence : les groupuscules fascistes gagnent en nombre et en confiance ; le RN gagne en audience et en support électoral.

Pour agir, il nous faut une base à partir de laquelle convaincre pour ne pas reproduire les erreurs du passé, à savoir confier notre destin aux institutions ou parfois se tromper de cible :

1. La lutte contre le danger fasciste est un combat spécifique, il ne suffit pas d'être anticapitaliste pour le combattre et il n'est pas indispensable d'être anticapitaliste pour s'y opposer ;

2. C'est un combat qui peut et qui doit nous unir. Le combat antifasciste est l'affaire de tou·tes, militant·es ou non, car les fascistes vont investir la scène politique, multiplier les attaques et les meurtres ;

3. Il faut les combattre à tous les niveaux : dans les quartiers, les syndicats, par tous les moyens en faisant de la participation active de notre classe à ce combat une priorité et une boussole.

MATHIEU (PARIS 20^e)

1 – Article de Vanina Giudicelli sur le danger fasciste en France, à lire ! <https://www.autonomiedeclasser.org/antifascisme/existe-t-il-un-danger-fasciste-en-france/>



INTERDIRE (PHYSIQUEMENT) LES MEETINGS FASCISTES

RÉCIT DE LA SOIRÉE DU 21 JUIN 1973 À LA MUTUALITÉ

*Connue pour l'exceptionnelle intensité des affrontements qui l'ont caractérisée, la soirée du 21 juin 1973 a rassemblé plusieurs milliers de militant-es équipés-es et déterminés-es à empêcher le meeting du groupe fasciste Ordre Nouveau qui se tenait ce soir-là à la Mutualité. **Alain Pojolat**, ancien militant au sein de Révolution!, a participé à cette contre-manifestation et nous raconte pourquoi ce fut un moment charnière qui marqua la fin d'une période d'activité foisonnante à l'extrême-gauche depuis mai 1968 mais aussi un tournant stratégique de la lutte antifasciste. À lire en intégralité sur le site web de A2C.*

Début 1973, Ordre Nouveau lance une campagne xénophobe contre «l'immigration sauvage» et prévoit d'organiser un meeting le 21 juin à la Mutualité à Paris. Il était courant à l'époque d'organiser des contre-manifestations pour interdire par l'action directe et collective les meetings fascistes, ce qui pouvait déboucher sur de l'affrontement physique. Comment cela se discute et s'organise cette fois-ci et comment se déroule l'opération le jour-même ?

En ce début de 1973 l'extrême droite est divisée entre plusieurs stratégies. Le Front National n'a que quelques mois d'existence. Sollicité par les militants du GUD et d'Ordre Nouveau, Jean-Marie Le Pen en prend la direction¹. Durant cette période de construction du FN et de son élargissement, la propagande et l'agitation seront assumées par Ordre Nouveau et le GUD en organisant une campagne raciste «*Halte à l'immigration sauvage*» avec comme point d'orgue un meeting à la Mutualité. À la tribune de ce ramassis d'ordures étaient invités des pétainistes comme François Lehideux, Roland Gaucher ou l'ex Waffen-SS Léon Gaultier, ces deux derniers ayant cofondé le Front national! Les fachos savaient pertinemment que la gauche révolutionnaire réagirait à la hauteur de la

Durant cette période de construction du FN et de son élargissement, la propagande et l'agitation seront assumées par Ordre Nouveau et le GUD en organisant une campagne raciste «Halte à l'immigration sauvage»

provocation. Les attaques et agressions individuelles contre des foyers ou des travailleur-euses immigré-es se multipliaient en région PACA et en région parisienne². Dans une stratégie d'évitement permanent, les organisations réformistes et les syndicats faisaient le dos rond, regardaient ailleurs et n'ont pas appelé pas à la mobilisation. Toujours le même discours «*il ne faut pas leur faire de publicité*», «*ils ne représentent rien*», «*les gens détestent la violence*», etc.

Il n'y aura donc qu'une partie de la gauche révolutionnaire qui appellera à une manifestation pour faire taire les fachos : LCR, Révolution, et le PCMLF. Le 21 juin, nos services d'ordre qui travaillaient de façon unitaire étaient prêts : dépôts de matériel le long du parcours, confection de cocktails Molotov et acheminements, partage des tâches, etc.

En 2 ou 3 minutes nous nous retrouvions à 5 000 militant-es, pour une bonne part casqué-es, au métro Censier-Daubenton... c'était magique! Jusqu'à la place Monge, nous remontions les colonnes de flics qui avaient planté là leurs cars et une partie de leur matos. Des militant-es exhibaient des trophées pris à l'ennemi: mousquetons, boucliers, etc. Les affrontements avec la police furent assez brefs, mais très violents. Pour en juger, il suffit de consulter sur le site de l'INA les rares images de la manifestation³. Nous ne sommes pas entré-es dans la Mutualité alors que c'était notre objectif initial et que nous en avions largement les moyens. Pourquoi? Peur de commettre «l'irréparable» et d'avoir des morts à gérer politiquement? Saturation de lacrymos? Peut-être. C'est encore une question que je me pose parfois. Toujours est-il que la manifestation scindée en deux continuait son bout de chemin jusqu'au local d'Ordre nouveau, rue des Lombards, qui fut défoncé, et ses occupants contraints de fuir par les toits. Des échauffourées continuaient ça et là mettant en difficulté une compagnie de voltigeurs freinés par de l'huile de vidange répandue sur la chaussée!

Une semaine après cette nuit d'affrontement, le gouvernement annonce la dissolution d'Ordre nouveau mais aussi de la Ligue communiste. Des leaders de la Ligue communiste sont recherchés et arrêtés par la police. Certains d'entre eux, comme Alain Krivine, parleront du 21 juin comme d'un piège tendu par le pouvoir dans lequel les militant-es antifascistes seraient tombé-es. Qu'en penses-tu et quelles leçons ont pu être tirées de ce moment? Est-ce que ce fut un tournant dans la stratégie et la tactique développées pour lutter contre l'extrême droite?

Le lendemain par la radio nous apprenions le nombre de militant-es arrêté-es, la perquisition du local de la Ligue et les menaces de dissolution. Notre solidarité active avec les camarades de la LCR était totale, et nous avons mis toutes nos forces pour aider à la parution rapide de leur journal *Rouge* qui fit rapidement l'objet de diffusions unitaires publiques. Toute l'extrême gauche radicale était dans le collimateur des flics et du pouvoir, notamment les camarades des services d'ordre et responsables politiques identifiés qui avaient déserté leurs adresses connues. Pour beaucoup d'entre nous, cette période de cache-cache avec la police et d'affrontement avec l'appareil répressif de l'État était une aubaine: nos organisations recrutaient, ce qui donnait raison à celles et ceux qui avaient défendu la ligne de l'affrontement avec Ordre nouveau et la police qui les protégeait.

Les dissolutions de la LCR et d'Ordre nouveau furent prononcées en conseil des ministres une semaine après les faits, provoquant chez les trotskistes un vif débat interne, dont les répercussions sur le rapport à la violence minoritaire, le rôle des services d'ordre, et le militantisme antifasciste se font ressentir encore jusqu'à aujourd'hui. Un tas de prétextes ont été avancés – cette histoire de «piège du pouvoir» en fait partie – par des dirigeant-es de la Ligue communiste qui n'assumaient plus sa ligne initiale, afin de déresponsabiliser l'organisation de ce qui s'est passé le 21 juin.

En ce qui concerne la répression, le pouvoir a choisi de ne taper que sur le gros du morceau et s'est concentré sur la Ligue communiste sans s'attaquer

Cette nuit d'affrontements ne fut en aucun cas une erreur ou une bavure: c'était le produit de l'orientation politique d'une large frange du camp révolutionnaire de l'époque.

aux autres organisations à l'initiative. Face à cela, la Ligue recevra un large soutien de la gauche, dont certains, notamment le PCF, refuseront toutefois que cela leur serve de tribune. Vinrent alors au sein de la LCR et de la Quatrième Internationale une série d'autocritiques a posteriori et de mises en cause des militant-es en particulier de la direction du service d'ordre taxés d'aventuristes et une révision totale de la stratégie de lutte contre le fascisme et la question de l'emploi de la violence révolutionnaire dans les mobilisations. Un cycle ouvert en 1968 était en train de se conclure en ce 21 juin 1973!

Ce qui me semble important d'affirmer, à l'inverse de la réaction d'une large partie des dirigeant-es d'extrême gauche de l'époque, c'est que cette nuit d'affrontements ne fut en aucun cas une erreur ou une bavure: c'était le produit de l'orientation politique d'une large frange du camp révolutionnaire de l'époque. Il est bien dommage que les autocritiques en aient sonné le glas, bien que l'on ait continué quelque temps à Révo, contrairement à la LCR. La dissolution et les quelques semaines de prison auront suffi aux dirigeant-es de cette dernière pour amorcer une bifurcation stratégique vers une ligne front unique ouvrier électoraliste assez pathétique après tout ce qu'on avait vécu au cours de ces cinq années. La peste brune ne s'écrasait plus dans l'œuf... et continuait à s'organiser tranquillement, à l'abri de nos mobilisations qui ne furent plus que des gesticulations d'opérettes.

Il faudra attendre 17 longues années avec l'appel des 250 en 1990 et la mise en place des comités Ras l'Front pour relancer une activité antifasciste nationale conséquente!⁴

Pour conclure cet interview, je voudrais dire que je ne regrette absolument pas d'avoir jusqu'à aujourd'hui défendu la position qu'il fallait prendre nos responsabilités le 21 juin 73. Ce qui m'horripile le plus, c'est la perte de repères – y compris dans nos rangs de militant-es – de celles et ceux qui sous-estiment le danger fasciste en mettant à égalité le pouvoir autoritaire de la bourgeoisie, incarné par Macron ou Darmanin aujourd'hui, avec la catastrophe que constituerait l'arrivée des fachos comme Le Pen au pouvoir sous quelque forme que ce soit! C'est là qu'on mesure les dégâts de la dédiablement et de la passivité qui l'a accompagnée.

PROPOS RECUEILLIS PAR ERWAN, MARSEILLE

1 – Sur les groupes fascistes à l'origine du Front national, lire la série d'articles de Jean-Paul-Gautier «Aux origines du RN» publiée sur la revue *Contretemps*: <https://www.contretemps.eu/origines-front-national-ordre-nouveau/> (2021)

2 – Sur les vagues de crimes racistes à cette époque, lire le roman de Dominique Manotti, *Marseille 73* (2020), mais aussi l'ouvrage de Rachida Brahim, *La race tue deux fois* (2021)

3 – Lien de l'extrait JT publié par l'INA: <https://www.dailymotion.com/video/xfdk8a>

4 – Sur Ras l'Front, lire l'article d'Alain Pojolat dans la revue *Que faire?*: «Comment s'organiser contre le FN et les groupes fascistes. Ras l'front ou l'expérience d'un réseau efficace» (20 août 2012).



QUESTIONS ET HYPOTHÈSES À PARTIR DU MOUVEMENT

Essayer de dégager une connaissance de ce qui s'est passé, des analyses et des perspectives n'est pas une manière de clore le mouvement. Bien au contraire. Pour nous qui pensons qu'une révolution est le soulèvement collectif et actif de millions d'entre nous et non le soutien passif à des «chefs», le processus révolutionnaire exige un partage permanent des expériences et des débats.

Nous ne prétendons pas dans le texte qui suit formuler toutes les questions qui se posent ou une connaissance précise du mouvement en cours.

Cela exigerait des échanges et des remontrances d'expériences de milliers voire de dizaines de milliers d'acteurs et actrices du mouvement impliqué-es dans tous les secteurs de notre classe, dans tous les lieux, sur tous les fronts de la lutte aux côtés de centaines de milliers d'autres. Ce qui serait l'embryon d'une véritable organisation révolutionnaire.

De ce point de vue le texte qui suit est plus modeste, à l'image de ce que représente aujourd'hui le collectif politique A2C, reflétant l'expérience de camarades impliqué-es activement sur des fronts syndicaux, dans la lutte féministe ou la lutte antiraciste à Marseille, Rennes, Toulouse, Le Havre, Paris, Montreuil, aux Lilas...

Généraliser à partir de ces expériences est bien sûr hasardeux mais cependant nécessaire pour tenter d'élaborer des perspectives pour la suite.

Avec la conscience claire que ce sont des hypothèses. Mais des hypothèses qui permettent d'agir et qui seront testées par la réalité dans un processus constant d'échanges. En espérant que cela donne envie à d'autres de les multiplier, les enrichir, les préciser, les discuter.

Tout comme le mouvement retraites aura construit différemment le collectif Nous Toutes, l'organisation du 1^{er} Mai aura construit la lutte antifasciste

Camarade Mouvement ? Présent-e !

Même au sens le plus immédiat du terme, comme l'exprime une camarade impliquée en **Seine-Saint-Denis**,

« Le mouvement est loin d'être terminé et s'installe dans le temps. Le petit groupe d'enseignant-es des écoles est moins déterminant, il y a du relai. Des camarades sont gagnés à l'idée qu'il faut lutter contre Darmanin et le RN, qu'il faut massifier et sont enfin d'accord pour que nous organisions des tournées interpro pour mobiliser. »

Au Havre,

« Tout ce que nous avons construit ces dernières semaines est fort, riche et beau – bien qu'éprouvant. Et surtout, ça ne s'arrête pas là, au 1^{er} Mai ou à la fin du mouvement retraites. Non, ce que nous avons construit est une base, un début pour la suite. Tout comme le mouvement retraites aura construit différemment le collectif Nous Toutes, lui permettant ainsi de prendre un nouvel élan,



Les images de Macron défilant en solitaire sur les Champs-Élysées pour éviter l'expression de la colère sont significatives

l'organisation du 1^{er} Mai aura construit la lutte antifasciste. Sur cette base, nous souhaitons, avec quelques personnes du groupe action du 1^{er} Mai, créer réellement ce collectif antifa : il s'est construit par lui-même, naturellement, lors de nos échanges au sein du groupe actions et ne demande qu'à être investit pleinement. »

À Marseille,

« la dynamique de l'interpro a poussé dans les secteurs peu mobilisés et organisés. Beaucoup de travailleur-euses de l'associatif et de la culture étaient là à chaque AG, et si quelques-un-es s'organisaient respectivement à Asso Solidaires et à Sud Culture, rien n'avait été vraiment lancé dans le mouvement. À l'initiative de ces deux syndicats, deux AG de secteurs se sont créées (Asso et Culture donc), à l'image de l'AG éduc, rassemblant beaucoup de travailleur-euses isolé-es dans leur travail et pas organisé-es, donnant une bonne illustration de comment un secteur avec une forte tradition d'organisation comme l'éduc peut insuffler de la force et de la confiance à d'autres secteurs, moins habitués à s'organiser. »

Et, « l'AG interpro avait organisé une action de blocage d'autoroute un matin avec diffusion de tracts. En revenant de cette action où on était une bonne centaine, on croise par hasard un cortège de la CGT, en route pour un blocage de la gare. On se joint donc à elleux et ainsi on double le nombre. Ça a été un beau moment de rencontre de militant-es avec des habitudes très différentes. Après ce moment qui a créé la confiance, l'interpro a réussi à approcher l'UD CGT pour proposer une opération ville morte. Là où beaucoup disaient que cette proposition serait un échec, du fait d'un

choix et d'un agenda non porté par la CGT, l'UD a finalement accepté de se joindre et de tenir deux points de blocage. Ici on voit que le rapport de forces créé par l'auto-organisation de la base, et un rapport de confiance lors d'une rencontre hasardeuse ont rendu possible une réelle action interprofessionnelle, rassemblant des militant-es de bords et de pratiques très différents. »

À Rennes,

« dès janvier s'est lancé le Collectif de Rennes Sud Mobilisé avec des profs, parent-es d'élèves, cantine solidaire, qui s'organise toutes les semaines en AG pour les habitant-es des quartiers du sud de Rennes. Ce collectif organise des départs groupés d'un lieu du quartier en manifestation pour les jours de grève ou pour la journée du 25 mars contre le racisme, des déambulations avant manifestations pour tracter et appeler à faire grève ou encore organiser un "Barbecue contre Macron et Projection" dans le quartier pour se rencontrer dans un moment convivial. »

Et, « Investir nos quartiers, c'est permettre aux habitant-es de se mettre en lien avec ce qui existe à côté de chez elleux, c'est nous permettre en tant que militant-es de rencontrer les personnes proches de chez nous et ce qui existait déjà hors mouvement (les associations, Maison de quartiers, centres sociaux, etc.). C'est mettre des espaces d'organisation collective à disposition comme des assemblées générales ou des interpros de quartier. Et c'est permettre à des personnes qui ne peuvent pas être mobilisées pendant 3 mois de continuer à se mobiliser par d'autres biais (comme avec le barbecue de ce soir). »

À Paris,

Dans le 20^e, une réunion a été organisée quelques jours après qu'une voiture de police ait percuté volontairement et blessé trois jeunes du quartier le 13 avril pour proposer le lancement d'un comité de soutien. Elle a bénéficié du climat créé

par le mouvement et aussi les réseaux créés par les assemblées antiracistes et l'interpro. Il y avait 200 participant-es ! Et la première marche a rassemblé près d'un millier de manifestant-es dans le quartier le 7 mai.

Plus généralement,

- le harcèlement de Macron et des ministres du gouvernement continue aux quatre coins du pays. Les images de Macron défilant en solitaire sur les Champs-Élysées pour éviter l'expression de la colère sont significatives.
- l'ampleur et l'ambiance des cortèges du 1^{er} Mai témoigne de la persistance du mouvement
- enfin il suffit d'aller régulièrement sur internet pour constater la multiplication de conflits économiques locaux dans des entreprises de secteurs très différents sur les salaires ou les conditions de travail.

Macron a perdu

Victoire ou défaite ? La question ne manquera pas de revenir et de peser : si on ne gagne pas malgré l'ampleur d'un tel mouvement, est-il possible de gagner ?

Il ne s'agit pas de clore cette question. Mais la poser en se focalisant uniquement sur la question des retraites a déjà une signification politique et ne peut contribuer qu'au découragement.

Car pour Macron l'enjeu n'était pas uniquement la question des retraites.

La manière dont a été menée cette attaque en ne laissant absolument aucune marge de négociations aux directions syndicales et – significativement à celle de la CFDT – montre que l'enjeu était plus général. Il s'agissait pour le pouvoir de démoraliser tout mouvement important de contestation et de briser les organisations du mouvement social, en premier lieu les syndicats, même les plus « modérés ». Pour continuer à dérouler l'agenda des attaques contre notre classe.

Vu sous cet angle il est évident que Macron, et, avec lui, le capital, a perdu une bataille importante. Les syndicats sont renforcés. Le mouvement n'a pas été brisé. L'ampleur des manifestations du 1^{er} Mai en est la preuve.

Le slogan qui a émergé le 17 avril lors des « caserolades » devant les mairies au moment du discours de Macron est politiquement significatif : « *Et nous aussi, on va passer en force* ». Force contre force. Pouvoir contre mouvement. Classe contre classe.

Ce slogan est sans doute très en avance sur les capacités actuelles du mouvement mais il trace une voie très différente de la stratégie de négociation avec les institutions qui dominait jusque-là. La stratégie qui ne nous a pas permis de gagner à ce stade.

Le grand paradoxe : mouvement de masse et auto-organisation

Aux Lilas,

« *C'était le début d'un mouvement très paradoxal : du nombre, une grande détermination, un réel accord sur le fait que la colère et les revendications dépassaient la contre-réforme des retraites mais très peu d'auto-organisation,*

De nombreux camarades ont l'impression de s'auto-organiser lorsqu'ils utilisent les réseaux sociaux, les groupes de diffusion

un fort attentisme... Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer :

- *ces dernières années, la pandémie et les réunions zoom ont fait perdre à nos camarades l'habitude de se poser pour construire ensemble*

- *l'unité syndicale était présentée comme la force de mouvement donc donnait l'illusion qu'à quelques-uns, quelques-unes, nous ne pouvions rien apporter de plus*

- *en 2019, la bataille idéologique devait être gagnée, il était nécessaire de se former, de construire une argumentation. En 2023, elle était déjà acquise donc laissait penser à certains qu'il n'était pas nécessaire de discuter, débattre, échanger...*

- *de nombreux camarades ont l'impression de s'auto-organiser lorsqu'ils utilisent les réseaux sociaux, les groupes de diffusion... Selon eux, pas besoin d'aller en AG puisque tout peut s'y organiser, ils et elles ne voient pas l'importance du débat, de la réelle auto-organisation locale, de l'importance de massifier et de ne pas juste investir des blocages de "secteurs stratégiques".*
- *malgré la force du mouvement, beaucoup s'engageaient pour protester mais n'y croyaient pas. »*

À Montreuil,

« *Lors des journées de grève nationale, des départs collectifs de 500 personnes sont dénombrés les 17 et 31 janvier. Dans le privé, l'UL CGT recense des appels à la grève dans 67 entreprises. Les tournées que nous organisons principalement dans le commerce permettent de sentir cette dynamique.*

Dans le public, on constate que deux secteurs sont les plus avancés, les territoriaux et les enseignant-es. Au niveau de l'éducation, une AG éduc réunit une centaine d'enseignant-es du primaire et du secondaire. Sur 72 écoles, 47 sont fermées, 54 atteignent des taux de grève majoritaires les 17 et 31 janvier.





La mobilisation est confrontée à un paradoxe : les rythmes sont principalement déterminés par l'intersyndicale. Si des grèves reconductibles à l'échelle de quelques établissements scolaires émergent, notamment dans un lycée à Bagnolet ou dans un collège à Montreuil, la reconductibilité de la grève ne prend pas. »

Ce paradoxe entre ampleur d'un mouvement favorisée par l'unité des directions syndicales et faiblesse relative de la grève, faiblesse des structures collectives d'auto-organisation va marquer, partout, le mouvement de bout en bout jusqu'à aujourd'hui.

L'impasse de la stratégie des directions syndicales

Ce qui a obligé l'ensemble des directions syndicales à bouger c'est que l'attaque de Macron ne visait pas seulement les conditions de vie et de travail de millions d'entre nous. Elle remettait aussi en cause la position sociale des directions syndicales en tant que négociateurs entre les patrons, les institutions (surtout l'État) et les salarié-es.

Et cette position sociale est l'origine principale du paradoxe. La remise en cause de leur place à la table du gouvernement obligeait les directions syndicales à riposter pour recréer un rapport de forces. Mais, conserver cette position exigeait que le mouvement reste sous leur contrôle et dans le cadre institutionnel.

L'unité syndicale qui a favorisé l'ampleur du mouvement dès le départ a donc aussi eu un prix à payer.

– L'importance mise sur l'opinion publique et sur les manifestations plutôt que la grève. Même lors de la préparation de la journée du 7 mars où l'arrogance du pouvoir oblige les directions syndicales à monter le ton en parlant de « *mettre le pays à l'arrêt* », Laurent Berger contestera l'accusation d'une volonté de « bloquer le pays » par la grève. Sans démenti des directions des autres syndicats.

– Alors que, dans tous les secteurs chacun regarde chez le voisin pour savoir si on ne sera pas

L'unité syndicale qui a favorisé l'ampleur du mouvement a aussi eu un prix à payer

seul-es à y aller, les secteurs qui tentent, à partir du 7 mars, d'aller plus loin sont laissés isolés. La focalisation unique sur la question des retraites (et même sur le seul sujet des 64 ans) empêche d'élargir la grève et de l'ancrer en articulant la revendication commune avec les revendications propres à chaque secteur et lieu de travail (salaires, conditions de travail, attaques spécifiques sur la santé, l'éducation...).

– Le refus de lier le mouvement à des généralisations politiques (grève féministe le 8 mars ou lutte contre la loi Darmanin) empêche de construire une solidarité de classe plus solide.

Outre que cette stratégie a paralysé la construction du rapport de forces à une échelle plus élevée, en faisant obstacle au développement des grèves et à l'implication collective, elle a mené le mouvement dans une impasse. Après le 15 avril, à part la perspective de nouvelles élections, toute solution institutionnelle se ferme. Les syndicats appellent au 1^{er} Mai mais sont totalement silencieux sur une perspective pour gagner. Laurent Berger, avant de quitter son poste, multiplie les déclarations pour dire qu'il va falloir passer à autre chose.

Il faudra attendre une semaine après les manifestations du 1^{er} Mai pour qu'un nouveau communiqué précise enfin une piste. Celle-ci est pathétique : c'est désormais la loi déposée le 8 juin et qui sera votée par la gauche... et le Rassemblement national. Outre l'alliance de fait avec les fascistes c'est une nouvelle voie sans issue, la loi n'ayant aucune chance d'obtenir une majorité à l'Assemblée... et au Sénat !

Les limites des secteurs plus radicaux

Développer une critique politique des directions syndicales (et non dans les termes moraux de la trahison individuelle des dirigeant-es) permet de

comprendre que les mêmes limites se retrouvent souvent dans les syndicats considérés comme plus à gauche et dans les secteurs oppositionnels et plus combatifs des syndicats.

À Marseille,

« Un de nos obstacles a été le rapport avec l'UD CGT 13, qui se considère comme l'organe inter-professionnel local mais s'organise de manière extrêmement ascendante. La conséquence étant que, très vite, quand on discute en manif ou sur un piquet avec un-e syndiqué-e, dès qu'on la convie à l'interpro, la personne nous dit qu'il faut en parler avec son responsable de section ou disent elleux-mêmes qu'ils doivent faire remonter à l'UD la possibilité de s'impliquer dans le cadre auto-organisé qu'on a proposé. »

Dans le 18^e à Paris,

« des débats ont eu lieu au sein même de l'UL CGT avec des courants combatifs et lutte de classe qui considèrent qu'il n'y a pas besoin d'assemblée interpro regroupant les membres de différents syndicats ainsi que des non-syndiqué-es. L'interpro pour elles et pour eux, c'est la CGT. »

Au Havre,

« Il y a bien des réunions intersyndicales inter-professionnelles hebdomadairement, mais celles-ci sont organisationnelles : elles permettent de préparer le parcours de la prochaine manif ou de valider un tract intersyndical mais pas de réfléchir plus largement, plus politiquement. De plus, la CGT a une très forte représentativité, notamment au niveau portuaire, et utilise cette force du nombre pour garder une forme de pouvoir. »

Dans l'éducation,

« Le secteur éducation s'est fortement mobilisé à Paris où il y a eu des appels intersyndicaux à reconduire la grève après le 7 mars dans le primaire et le secondaire mais sans que les syndicats donnent des moyens pour la construire. »

À la question des retraites s'ajoute celle des fermetures massives de classes en primaire/collège/seconde et la fermeture de 7 établissements dont 6 professionnels. Il s'agit de réduire toujours plus les moyens et d'anticiper la réforme du lycée pro et les attaques à venir sur l'école (réforme du collège, pacte de Ndiaye pour nous faire travailler plus).

Mais les syndicats n'ont pas fait le lien entre les attaques éduc restant sur l'unité retraite. »

Un manque de détermination à la base ?

Beaucoup, à gauche, font plutôt porter la responsabilité sur le manque de volonté, de détermination, de conscience de la majorité de la classe. Après tout il n'y a pas eu de poussée par en bas. L'argument semble imparable.

Aux Lilas,

« Malgré la mobilisation très importante lors des journées de grève et de manifestations (75% de grévistes dans le 1^{er} degré), nous avons rapidement rencontré des difficultés pour organiser des AG qui rassemblent du monde et pour être suffisamment nombreux et nombreuses afin de

Les mêmes limites se retrouvent souvent dans les syndicats considérés comme plus à gauche et dans les secteurs oppositionnels et plus combatifs

tracter (nous n'avons finalement que peu utiliser celui que nous avons péniblement élaboré), rédiger les appels, passer dans les écoles, sur les lieux de travail ».

Constat qu'on a retrouvé dans les différents lieux. Même là où elles étaient proposées les formes d'auto-organisation ont peu décollé.

Un sociologue¹ a développé un certain nombre de facteurs expliquant les difficultés rencontrées pour développer la grève et l'implication collective sur les lieux de travail : recul régulier des syndicats, de leur implantation, de la participation aux grèves y compris dans les secteurs traditionnels.

Mais cette dynamique régressive est le résultat de la même logique développée par les syndicats avant le mouvement. Ne pas en faire la critique, ne pas la combattre, c'est continuer à s'y adapter alors que le mouvement a lui-même montré que cette dynamique pouvait être inversée (croissance des effectifs syndicaux, création de syndicats dans de nouveaux secteurs...).

La question n'est donc pas de se lamenter sur la trahison des directions syndicales mais de tirer de la critique de leur position la nécessité de s'appuyer sur la dynamique du mouvement pour construire les conditions d'une alternative.

La construction d'une organisation de lutte des employés de librairie (le BookBloc²) est l'exemple, dans un secteur où la lutte collective est pourtant particulièrement compliquée, des possibilités de construire des organisations combattives de base. Les cortèges du BookBloc ne se sont pas seulement illustrés dans les journées de manifestations nationales ils ont aussi fait le lien avec la lutte contre le sexisme, se sont progressivement impliqués dans la lutte contre la loi Darmanin et se sont aussi illustrés au Havre contre le RN.

Malgré toutes les limites les interpros des 18^e et 20^e arrondissements de Paris ont assuré la continuité du mouvement localement toute en s'impliquant aussi dans la lutte antiraciste.

« Localement ça s'est auto-organisé dans le 20^e (mais aussi 19^e) autour de quelques écoles qui ont élargi à quelques établissements du secondaire. Dans les bahuts des piquets de grève ont été ponctuellement des points de rendez-vous. Des petites tournées collectives d'écoles et d'établissements pour convaincre de la grève ont été organisées après le 7 mars. »

Mais ces AG se sont épuisées comme la grève et c'est l'interpro 20^e qui permet de continuer les liens et de relayer les initiatives. »

Aux Lilas une mobilisation de quartier organisée fin mars a gagné contre un projet de restructuration immobilière porté par la mairie³ :

« D'une pseudo consultation organisée par la mairie, nous en avons fait un espace de rencontre et d'organisation des habitant-es. Nous avons posé les bases d'un vrai projet bien plus important, celui de définir et prendre en charge nous-mêmes l'avenir de notre quartier. »



À Marseille,

« Le constat du succès des actions menées par l'AG éduc en tant qu'espace de rencontre entre différents secteurs a fait émerger l'idée d'une interpro à Marseille. Le passage en force du gouvernement a accentué la motivation à renforcer les liens pour que le mouvement s'accélère.

Une rapide campagne de diffusions s'est faite par mail et lors des points de rassemblement. Le discours à ce moment est le suivant : "il est nécessaire de se coordonner entre les différents secteurs afin de rendre crédible l'ambition de bloquer le pays. L'objectif n'est pas de passer outre l'UD CGT mais d'augmenter les possibilités de blocage dans la ville"

Quelques semaines plus tard on peut faire l'hypothèse que ce discours a joué sur une orientation forte de l'AG interpro sur la question du blocage et non sur la question de l'élargissement de la grève.⁴

La première AG interpro réunit alors plus de 500 personnes. »

Le combat a été acharné pour porter la lutte contre la loi Darmanin au sein du mouvement et expliquer que c'était un enjeu de classe. Si la loi raciste de Darmanin a été plusieurs fois repoussée c'est bien sûr d'abord dû au climat créé par le mouvement et la faiblesse actuelle du pouvoir. Il n'en reste pas moins que l'audience gagnée au sein du mouvement, les manifestations dans tout le pays le 25 mars puis le 29 avril ont ajouté à la frilosité du pouvoir. Là aussi ça a été l'occasion de construire des formes de mobilisation active avec la Marche des solidarités, des arguments dans les interpros à Paris mais aussi la création d'assemblées contre la loi Darmanin à Marseille dès janvier puis à Rennes et Toulouse plus récemment.

Des débats à mener

Une des questions stratégiques qui est revenue dans ce mouvement a bien sûr été celle de la grève.

Pour un certain nombre de courants la grève est essentiellement une arme économique. Il s'agit de frapper les intérêts économiques du capital et l'amener ainsi à céder.

Là où l'intersyndicale souhaitait éviter la grève, ces courants insistaient eux pour la construire

Nous avons posé les bases d'un vrai projet bien plus important, celui de définir et prendre en charge nous-mêmes l'avenir de notre quartier

dans les secteurs « stratégiques », ceux qui font mal au capital. D'où l'importance mis sur le soutien aux piquets de ces secteurs ou aux blocages de la logistique ou des flux (transport, énergie...).

Pratiquement cela conduit à se limiter aux forces déjà mobilisées (pour les concentrer sur certains lieux) plutôt que les employer principalement à élargir le mouvement.

Ce qui est finalement absent dans ces conceptions c'est l'idée que « l'émancipation des travailleur-euses sera l'œuvre des travailleur-euses eux-mêmes et elles-mêmes ». La grève c'est d'abord l'arrêt du travail, c'est-à-dire l'interruption de l'aliénation, de l'assujettissement, de l'atomisation. Pour être effective elle ne peut être, à l'image du processus de travail que collective. Mais au lieu que, dans le travail, l'organisation collective (c'est-à-dire la division du travail) se traduit par un morcellement, une perte de vision globale, une absence de contrôle, dans la grève, l'organisation collective ré-unit potentiellement autour d'objectifs fixés et contrôlés en commun. La grève est un puissant moteur de l'émancipation.

Pour qu'un processus devienne révolutionnaire il faut donc qu'une majorité de travailleurs et travailleuses entrent dans ce processus de grève, de reprise de contrôle.

Cela a des conséquences stratégiques très concrètes. L'importance est portée bien plus sur l'élargissement et l'implantation de la grève, l'implication active et l'auto-organisation sur chaque lieu de travail et la propagation de la grève localement.

C'est cette auto-organisation, lorsqu'elle se propage, qu'elle prend des dimensions géographiques (organisations par quartiers, par villes...), qu'elle lie revendications économiques et politiques, qui devient une alternative aux directions syndicales comme institutionnelles. Et qu'elle peut alors se développer plus directement comme pouvoir contre l'État et le capital.

Il est difficile de pronostiquer les prochains développements du mouvement. Ce qui est sûr c'est que la conflictualité peut prendre de multiples formes. Il ne faut pas reculer, c'est maintenant que doivent se développer, dans les multiples expériences qui auront lieu, les ingrédients, d'analyse et de formes d'auto-organisation qui permettront au mouvement de franchir de nouveaux pas en avant. Mais cela nécessitera aussi de combattre l'hypothèque du danger fasciste.

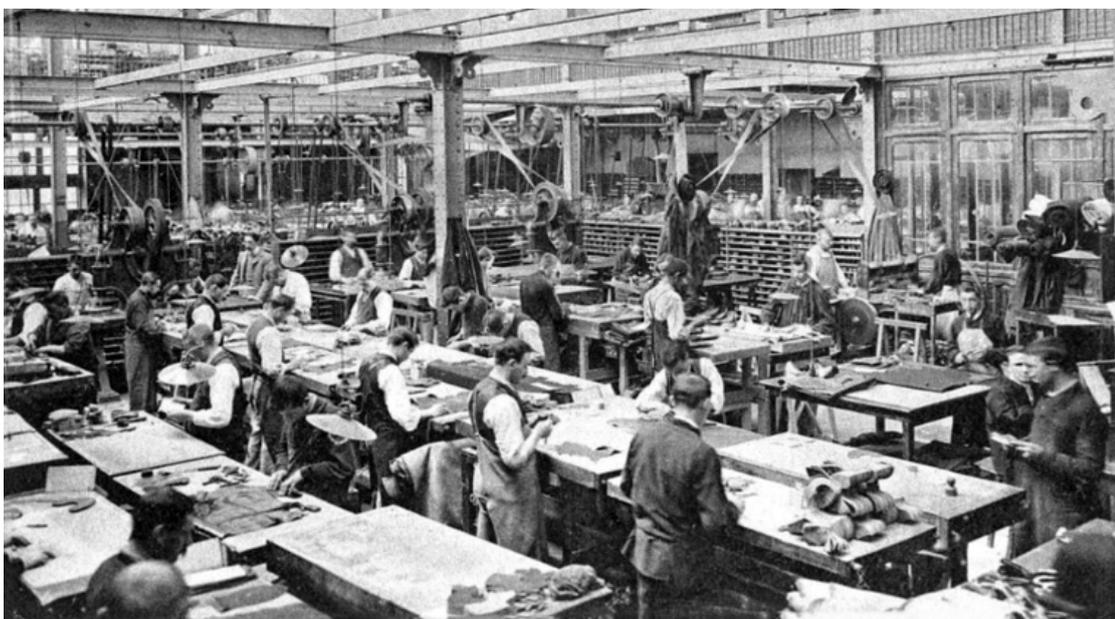
COORDONNÉ PAR DENIS GODARD, PARIS 20^e

1 – Étienne Pénissat, « La dynamique des grèves et la faiblesse de l'infrastructure militante », site alencontre.org

2 – Marie Perrin, « C'est nous qui y vivons, c'est nous qui décidons », sur le site d'A2C.

3 – Sana (Paris 18) et Lou (Marseille), « Libraires en grève : c'est trop la classe! », *Les Cahiers d'A2C* numéro 7.

4 – Voir le texte complet du retour sur le mouvement à Marseille sur le site d'A2C pour un exposé plus détaillé et passionnant de toutes les questions.



LES IDÉES RÉVOLUTIONNAIRES DE KARL MARX

Les crises politiques et économiques actuelles, leurs décantations en matière de lutte de masse, de renforcement des antagonismes de classe, de montées du racisme, du danger du fascisme ou de la guerre, redonnent à l'œuvre de Marx toute sa force. Pendant le mouvement contre la réforme des retraites et son monde, nous avons proposé des cycles de discussion avec toutes celles et tous ceux voulant échanger et généraliser leurs analyses. L'un de ces échanges a été introduit sur la base des principales idées défendues par Karl Marx au 19^e siècle et qui nous semble encore aujourd'hui nécessaire de développer dans cet article.

Après l'effondrement des régimes staliniens et l'effondrement de l'URSS en 1991, Marx et son œuvre ont été marginalisés. Être marxiste est alors considéré comme démodé. Dans ce contexte, Francis Fukuyama écrit *La fin de l'Histoire et le dernier Homme*, où il affirme que le temps des guerres et des révolutions est révolu grâce à l'émergence d'un marché libre qui dominerait le monde à travers la démocratie libérale. Contrairement à ce qu'il pouvait prétendre, le monde capitaliste n'a pas cessé d'être bouleversé par des crises de nature révolutionnaire ou par la montée du fascisme.

Le marxisme confronté aux crises du 21^e siècle

Pour la première fois depuis la chute de l'URSS, l'idée même de la guerre s'ancre au cœur de l'Europe sur laquelle plane une nouvelle menace de conflit nucléaire mondiale. Les prédictions de F. Fukuyama il y a 30 ans ne se sont évidemment pas réalisées. Les crises économiques et politiques bouleversent notre époque. En raison de cela, le consensus idéologique autour de la stabilité du système capitaliste s'effondre. Même aux USA, l'idée du socialisme cristallise de la sympathie. La popularité de Bernie Sanders ou l'émergence de DSA en sont l'incarnation. Dans la

Marx est d'abord un militant révolutionnaire

rue, cela s'est traduit par des grèves enseignantes sous l'ère de Trump, des manifestations de centaines de milliers de femmes lors de son investiture ou encore par la rébellion antiraciste de 2020 durant laquelle 26 millions de personnes ont manifesté contre les crimes racistes de la police américaine suite à l'assassinat de Georges Floyd.

Ces soulèvements ont modifié la conscience de la population. Par exemple, en 2020, les syndicats ont proposé de participer à des actions contre le racisme. Souvenons-nous d'Angela Davis qui déclarait : « *Les travailleuses et les travailleurs ont la possibilité de mettre fin au racisme* ». Cette vision stratégique est un réel héritage de Karl Marx : elle repose sur l'idée que la classe ouvrière est au centre de la lutte pour un monde débarrassé de l'ensemble des oppressions et donc du racisme. Ce sont les travailleuses et les travailleurs qui ont le pouvoir de transformer la société en raison du rôle qu'ils et elles jouent dans la production capitaliste. Leur pouvoir collectif peut se traduire par des grèves, jusqu'à des crises révolutionnaires.

Des épisodes comme la crise de sub primes en 2008 ou celle de 2020, conséquence de la pandémie,



ont favorisé la gauche dans les processus électoraux. Certaines organisations comme Syriza en Grèce ou Podemos dans l'État espagnol ont fini par capituler devant les impératifs de la bourgeoisie. Pour comprendre les raisons de leur échec il faut en revenir à Marx, pour qui gagner les élections ne signifiait pas prendre le pouvoir.

La crise actuelle met en lumière que le système capitaliste, en lui-même, est au centre du problème. Les crises économiques en cours ou le réchauffement climatique en sont les conséquences directes. Alors que la pandémie a révélé au plus grand nombre à quel point notre modèle agro-alimentaire est destructeur pour l'humanité, rien n'a changé trois ans après.

Marx devient marxiste

Marx est d'abord un militant révolutionnaire. À ses funérailles, Friedrich Engels déclare, que c'est ce qu'il est avant tout. Il atteint sa majorité politique en Allemagne. Lors de sa formation universitaire. Marx reçoit un enseignement juridique et philosophique par des Hégéliens de gauche. Ces héritiers de la pensée d'Hegel veulent éradiquer le féodalisme et défendent la liberté politique. L'Allemagne de l'époque est un ensemble de petits États despotiques et issus de la féodalité. Le mouvement hégélien se caractérise par une aspiration à l'unité nationale et la démocratie représentative.

La première source d'inspiration de cette époque est la Révolution française. Selon les hégéliens des premiers temps de Marx, elle a brisé la monarchie et ouvert la voie à la démocratie. Le siècle du jeune Marx est aussi marqué par la révolution industrielle. Celle-ci transforme en profondeur le quotidien des populations. La classe ouvrière en émerge, elle est incarnée par des millions d'hommes, de femmes et d'enfants exploités dans des conditions épouvantables.

À partir des années 1840, Marx est impliqué dans plusieurs organisations et luttes politiques. Une séquence modifie durablement la vision qu'a Marx de la société dans laquelle il milite. Les révolutions de 1848 continuent l'œuvre de la Révolution française avec un changement inédit : la participation active et majoritaire de la classe ouvrière. Alors que les

Le moteur de l'Histoire repose principalement sur les antagonismes de classe qui dominent chacune des périodes de l'Histoire de l'humanité

capitalistes de 1789 prennent part à la révolution, les capitalistes de 1848 y voient une menace pour leur pouvoir en raison de la participation active des franges ouvrières de la population, presque inexistantes en 1789. Cela marque d'une part, la fin de l'ère de la révolution bourgeoise et, d'autre part, l'avènement de la révolution ouvrière.

Après les défaites des révolutions de 1848 et les séquences de répression qui s'en sont suivies, Marx est expulsé d'Allemagne. Il vit la majeure partie de son existence en tant que réfugié à Paris, à Bruxelles et à Londres. À Paris, il assiste fréquemment aux meetings socialistes et y fait la rencontre de F. Engels, lui-même arrivant de Manchester où il aidait à la direction de l'industrie familiale.

Engels a une influence réelle dans l'œuvre de Marx car il est un témoignage vivant de la conception de l'exploitation capitaliste. Engels est un traître à sa classe au sens où il défend et décrit les aspirations de la classe ouvrière dans l'Angleterre victorienne.

Mary Burns, la maîtresse d'Engels était une migrante de la classe ouvrière irlandaise, elle a également eu une influence très importante sur Engels et Marx lui-même. C'est par elle que Marx et Engels vont à la rencontre du mouvement ouvrier, très avancé déjà à l'époque. C'est de ces discussions, alors que Marx vit à Londres, qu'il participe à la fondation de la première Association Internationale des Travailleurs (AIT).

L'Association Internationale des Travailleurs est la première forme d'organisation regroupant plusieurs courants européens de militant-es ouvrier-es socialistes en plus des principaux syndicats britanniques. Marx allie la pratique, par son investissement dans cette Première Internationale ouvrière, à la théorie, par la rédaction du *Capital*. Cette œuvre conserve sa pleine actualité pour tou-te militant-e désirant comprendre en profondeur le fonctionnement du système capitaliste.

La révolution est autant nécessaire pour briser le système capitaliste que pour modifier les idées mêmes des travailleuses et des travailleurs prenant part à ces soulèvements

Le matérialisme historique

Les premières idées révolutionnaires de Marx se regroupent dans son analyse matérialiste de l'histoire. Le matérialisme historique implique d'appréhender les sociétés humaines par le prisme de leurs réalités matérielles. Encore aujourd'hui, nous considérons que les réalités matérielles dans lesquelles nous vivons déterminent nos formes de représentation, nos sentiments et nos idées. À son époque, Marx rompt avec l'idéalisme qui domine chez les Hégéliens de gauche. Ce courant de pensée part du postulat que les idées des sociétés humaines en définissent leurs réalités. L'histoire au 19^e siècle est alors narrée par une succession d'événements où seule l'influence des grands hommes, des puissants, est retenue. Marx se pose en rupture avec cette vision en attribuant aux classes laborieuses le rôle principal des séquences historiques et de l'évolution des sociétés humaines. Selon lui, le moteur de l'histoire repose principalement sur les antagonismes de classe qui dominent chacune des périodes de l'histoire de l'humanité.

L'exploitation capitaliste

Marx définit le capitalisme comme reposant sur un rapport social : l'exploitation. Marx, durant l'ensemble de ses œuvres ne cesse de le répéter, ce sont les travailleuses et les travailleurs qui produisent les richesses de la société. Sa haine du capitalisme et des horreurs qu'il engendre se sont affûtées par une analyse précise de son fonctionnement. L'optimisme de son analyse repose sur les potentialités de la classe ouvrière, en capacité d'être le fossoyeur de ce système.

Ce système de domination économique et politique repose selon lui sur l'extraction d'une plus-value par les capitalistes sur les richesses produites par la classe ouvrière, et donc par la réalisation d'un taux de profit par ceux qui détiennent les capitaux.

La logique du capitalisme reposant sur l'exploitation des travailleuses et des travailleurs en des lieux de travail, les capitalistes s'assurent que leurs employé-es travaillent longuement et durement afin de générer des taux de profit maximum. La réalité de l'exploitation engendre nécessairement des luttes à l'échelle de l'atelier ou de l'usine sur la durée de la journée de travail ou sur les cadences de la production. À l'époque de Marx, le salaire des ouvrier-es n'est en rien un montant fixe. Il est calculé à partir de la productivité des salarié-es. Les luttes pour le montant du salaire, autrement dit, pour la répartition des richesses produites est un des facteurs importants du développement des grèves au 19^e siècle.

En plus de grèves à caractère économique, se situant à l'échelle d'une usine, Marx dresse une lecture des crises révolutionnaires du 19^e siècle. Marx constate que ceux qu'il nomme les prolétaires, celles et ceux ne possédant que leur force de travail à échanger contre un salaire, ont cette capacité de s'organiser de telle sorte qu'émergent des contre-pouvoirs ouvriers.

De ces mouvements révolutionnaires, Marx en tire une conclusion : la révolution est autant nécessaire

pour briser le système capitaliste que pour modifier les idées mêmes des travailleuses et des travailleurs prenant part à ces soulèvements. C'est par le processus même de la lutte révolutionnaire que la classe ouvrière prend conscience de sa propre force tout en se débarrassant des idées réactionnaires de la bourgeoisie. D'où cette idée si importante que l'émancipation des travailleur-euses sera l'œuvre des travailleur-euses eux et elles-mêmes.

Ainsi, le capitalisme repose sur une contradiction principale. L'exploitation, en tant que rapport social, est une forme de domination différente d'autres formes d'oppression telles que le racisme ou le sexisme. L'exploitation, aussi violente soit elle, donne aux travailleur-euses la potentialité de changer la société.

À l'assaut du ciel : le bilan de Marx de la Commune de Paris

L'expérience révolutionnaire la plus affirmée à s'être déroulée du vivant de Marx est la Commune de Paris. Toutefois, il constate que la règle de tout processus révolutionnaire est l'émergence de formes de pouvoir alternatif animées par des travailleuses et des travailleurs. La Commune de Paris n'est pas une exception qui confirme la règle, mais bien l'expérience la plus aboutie durant laquelle les ouvrier-es, les artisan-nes ou les apprenti-es parisien-nes ont incarné durant quelques mois, un pouvoir alternatif à celui de la bourgeoisie.

La Commune de Paris est une forme de démocratie ouvrière radicale. Dans *La Guerre Civile en France*, Marx rassemble des discours prononcés devant l'AIT. Dans cet ouvrage, Marx analyse comment les communards ont réorganisé toute la vie politique,

C'est à partir de cette œuvre que Lénine réfléchit à la question de l'État dans *L'État et la Révolution*. Selon Marx, l'État n'est pas neutre. Une victoire électorale ne désarme par les forces réactionnaires incarnées à l'époque de la Commune par la police de la réaction, l'Église ou les armées contre révolutionnaires. Par le triste bilan tiré de l'écrasement de la Commune, Marx voit en l'État capitaliste un outil de répression forgé contre la classe ouvrière. En cela, la Commune de Paris s'est fait écraser en raison de son incapacité à détruire l'État de la bourgeoisie.

Une révolution se donnant pour objectif d'aller jusqu'au bout, sera donc confrontée à la nécessité d'écraser l'État et les forces sur lesquelles repose le pouvoir de la bourgeoisie dans de tels contextes : l'armée, la police et les prisons.

IANNIS (PARIS 20^e)



CULTURE

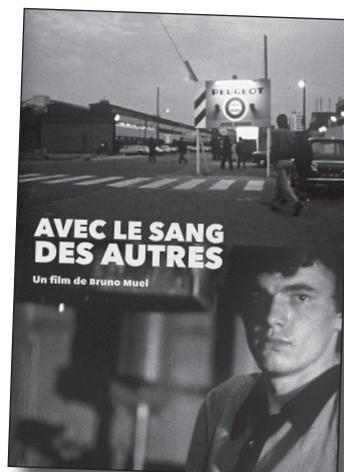
FILM

Avec le sang des autres, un film de Bruno Muel, Groupe Medvedkine de Sochaux, 1974

Bruno Muel filme les ouvrier-es de l'usine à la chaîne Peugeot à Sochaux, dans l'est de la France, dans les années 1970. Il les filme travailler dans l'environnement hostile et assourdissant des machines où ils et elles évoluent sans protections, et dont la manipulation laisse des marques irrémédiables sur leurs corps : l'un explique qu'il ne peut plus se servir de ses mains, qu'il ne peut faire ce qu'il aime lorsqu'il rentre chez lui, l'autre qu'elle respire des vapeurs de peinture toute la journée.

Les ouvrier-es, face à la caméra, montrent que Peugeot contrôle toute leur vie, depuis des générations, dressant un tableau effrayant de leur enfermement par l'entreprise : leurs maisons ont été construites par Peugeot pour ne pas qu'ils partent, ils et elles prennent les cars Peugeot pour aller à l'usine le matin, et ainsi de suite, Peugeot du lever au coucher. Cette famille qui détruit leurs rêves et leurs corps, elle, s'enrichit. Un ouvrier filmé devant le château de Robert Peugeot, fondateur de l'industrie, dresse la liste de leurs exploiters : « Robert Peugeot c'est le grand-père à Roland Peugeot qui est le Président-directeur général actuel de la société des automobiles Peugeot, c'était le père d'Eugène Peugeot, le Président-directeur général des Cycles, (...) c'est le grand-père de François Peugeot qui a été député du Doubs de 1936 à 1945 », exposant l'entresoi dynastique bourgeois dont les ouvrier-es sont les victimes.

Interrogées, les femmes mettent en lumière leurs conditions de travail chez Peugeot puis chez elles, comme une piqûre de rappel de l'importance de la grève féministe. Les ouvrier-es qui s'organisent dans des syndicats et par la grève et sont durement réprimé-es expliquent comment la société Peugeot tente de casser la révolte en mobilisant des logiques racistes : la bourgeoisie, de tout temps, ne veut pas que notre classe s'unisse. Mais elle



le fait : les chants des ouvrier-es résonnent à la fin du film, lorsqu'ils et elles se retrouvent toustes pour partager un repas et organiser leur émancipation collective du travail capitaliste.

Sans apporter explicitement de grande théorie révolutionnaire, le film montre simplement et très sensiblement, par la description des vies des ouvrier-es dont les ficelles sont entre les mains de la famille Peugeot depuis des générations, que l'unité de notre classe est nécessaire et salvatrice, et rappelle que nous sommes les héritier-es d'une histoire de lutte que nous pouvons être fier-es de faire perdurer.

Le film, qui dure une cinquantaine de minutes, est disponible sur Youtube et Vimeo.

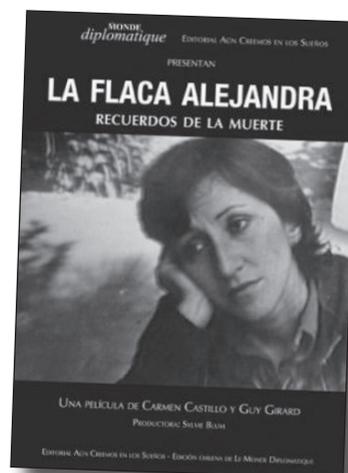
JU LHULLIER-LE MOAL, RENNES

La Flaca Alejandra, un film de Carmen Castillo et Guy Girard, 1994

Carmen Castillo est une cinéaste et autrice née au Chili en 1945 et exilée en Angleterre puis en France depuis 1974, sous la dictature de Pinochet. En 1974, plusieurs militant-es du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire, principal organe de lutte contre la dictature chilienne), dont Carmen Castillo fait partie, sont assailli-es par les militaires de Pinochet dans la maison où ils et elles vivaient clandestinement rue Santa Fe à Santiago (qui donnera son nom à un autre documentaire de Carmen Castillo). Les militant-es sont soit

assassiné-es, soit emprisonné-es, soient, comme Carmen Castillo, sauvé-es par la solidarité internationale et exilé-es. Depuis son exil, Carmen Castillo ne perd pas de vue ses camarades toujours prisonnier-es de la dictature et n'aura de cesse de raconter leur histoire et de les défendre à travers ses films et ses écrits, qui sont des témoignages précieux pour comprendre la lutte du MIR sous la dictature.

La Flaca Alejandra est le film d'une longue discussion entre Carmen Castillo et Marcia Merino, ancienne militante et dirigeante du MIR, arrêtée en 1974 par la milice de Pinochet et, sous l'effet de la torture et de l'isolement, devenue principale dénonciatrice de ses ancien-nes camarades pendant les 18 ans que dureront sa captivité. Les deux femmes se retrouvent au Chili sous la caméra très juste de Guy Girard, après la fin de la dictature. Leur renommée les précède : Carmen Castillo, victime de la dictature, dont les ami-es et partenaire ont été tué-es par le régime meurtrier, dont l'enfant est décédé des suites des violences subies pendant l'attaque de la maison rue Santa Fe, et Marcia Merino, dont le surnom « la flaca Alejandra » a résonné pendant les 16 ans de sa collaboration comme une menace de mort pour les militant-es du MIR, dont la tête est mise à prix par certain-es, dont la trahison semble impardonnable. Chargées de ce lourd passé, elles conversent calmement en revenant sur les lieux qui ont marqué leur histoire : les bâtiments de la police de Pinochet où la Flaca a été torturée, emprisonnée, interrogée, les rues où elle passait dans une voiture conduite par des militaires pour dénoncer des militant-es qui semblaient toujours être là par hasard,



la maison de la rue Santa Fe... Elles démêlent le passé, et parlent avec une grande sensibilité du pardon, de la culpabilité, des raisons qui font que certain-es trahissent et d'autres pas, du chemin qu'elles ont dû faire pour continuer à vivre malgré tout, de la reconstruction après la dictature. Petit à petit, les langues se délient. On comprend les deux femmes et leurs ancien-nes camarades et elles font résonner en nous de grands espaces. Marcia Merino, de délatrice de ses ancien-nes camarades, devient celle de ses tortionnaires : ensemble, elles tentent de trouver justice, et nous montrent qu'elle est difficile à obtenir dans le Chili post-dictature où les anciens tortionnaires vivent en toute impunité et ont conservé leur place dans l'appareil étatique. Le film, en offrant une plongée dans les têtes des militantes du MIR, apporte une perspective singulière de la vie sous la dictature chilienne et de ce que peut être la vie d'un-e militant-e révolutionnaire. Il est très émouvant et instructif, on en sort enrichi-e de toutes les manières possibles.

Le film dure une heure et est disponible sur Youtube et Vimeo.

JU LHULLIER-LE MOAL, RENNES

MUSIQUE

Freed From Desire, de tube eurodance crypto lesbien à hymne du mouvement : destin politique d'une chanson

Milieu des années 1990, une jeune artiste photographe, Gala Rizzato, fille d'une militante féministe et d'un activiste de l'Autonomie italienne, exilée à New York après avoir quitté une Italie qu'elle juge « machiste et patriarcale », échange une photo contre une séance d'enregistrement. Durant cette session elle enregistre la démo d'une chanson intitulée à l'époque *Everyone Has Inside*. C'est le label italien indépendant Do It Yourself Records qui fera enregistrer à Londres ce titre sous sa forme définitive et le renommera *Freed From Desire*.

Outre ses « na-na-na-na-na, na-na, na-na-na, na-na-na » caractéristiques, le texte de la chanson « parle de l'importance d'avoir des principes des valeurs et des convictions fortes, par opposition à la valeur superficielle de

l'argent, du pouvoir, du succès, de la célébrité. C'est un hymne à la liberté, liberté de ne pas toujours en vouloir plus : une maison plus grande, une voiture plus rapide, un selfie sur Instagram qui en jette encore plus que les photos de nos amis... » déclarera la chanteuse en 2020 au magazine *Trax*.

Le succès est instantané et planétaire.

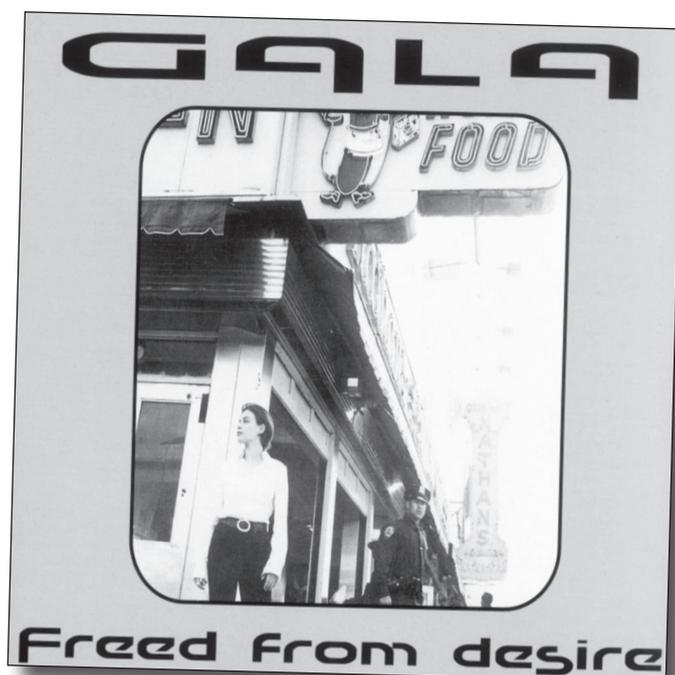
Ceux qui se l'approprient en premier pour en faire un hymne sont les communautés LGBT que soutient la chanteuse. D'autres hits suivent comme *Let a Boy Cry* ou *Come Into Life*, mais à la défaveur de contrats abusifs, la jeune femme n'a jamais pu profiter de ce qui lui était pourtant dû. Cela la poussera en 2004 à monter son propre label Matriarchy Records, qui n'embauche et ne produit que des meufs !

2016, en France, le mouvement contre la « Loi Travail » d'un gouvernement soit disant socialiste (au sein duquel le ministre de l'économie est un certain E. Macron) ouvre un nouveau cycle de lutte dont le mouvement actuel est en quelque sorte la continuation (ce n'est pas pour rien, que c'est à cette époque que se cristallise le projet de ce qu'est aujourd'hui A2C). Se mettent alors en place de nouvelles pratiques de lutte (cortège de tête, banderoles renforcées, floraison de pancartes aux slogans les plus imaginatifs,...) largement relayées sur les réseaux sociaux et par des médias alternatifs et/ou militants (Streetpress, Taranis news, etc.). Ces médias se spécialisent dans ce

que certain-es qualifient de « Riot Porn » : des vidéos ultra léchées de manifestations et d'affrontements avec la police sur lesquelles il n'est pas rare d'entendre les « na-na-na-na, na-na, na-na-na, na-na-na » de Gala. En effet, les dispositifs sonores portatifs (ce qui à l'époque ne désignait pas les casseroles, mais les enceintes portables) les font résonner au cours des émeutes urbaines. La chanteuse elle-même postera sur ses réseaux sociaux une vidéo qu'elle a prise à Paris au cours du mouvement de 2019, où de jeunes manifestant-es hurlent sa chanson à la face d'une rangée de Robocops.

Et si depuis, des institutions masculines pour ne pas dire masculinistes comme les équipes de France de rugby ou de foot, ont essayé de nous voler notre hymne, c'est bien dans le mouvement que s'épanouit la seconde jeunesse de ce tube. Pour preuve, les nombreuses adaptations dont il fait l'objet au cours du mouvement actuel : de la version un peu molle des Rosies, à celle géniale des camarades de Nous Toutes 35 : « *C'est la grève féministe ! Patriarcat au feu, et les patrons au milieu !* » On a aussi pu l'entendre adaptée par les occupant.es du musée du Louvre « *À l'Élysée on se fait insulter, à Matignon on nous prend pour des cons. Grève Générale, Tous ensemble, Tous ensemble. Grève générale Tous ensemble Tous ensemble Na-na-na-na-na, na-na, na-na-na, na-na-na* ».

THOMAS NIFESTANT, BOBIGNY





AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

Ce groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été 2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :

- des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;
- la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18^e et le 20^e arrondissement, à Montreuil, à Rennes, à Marseille et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter les raccourcis, de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous paraît primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore – évidemment – aujourd'hui. Des moments où une partie

importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincu-es que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

08

MAI 2023

DU ZBEUL GÉNÉRAL À L'AUTONOMIE DE CLASSE

MATHILDA DEMARBRE ET MARIA MARTIN
(RENNES)

GRANDE BRETAGNE : UN MOUVEMENT DE GRÈVES QUI SOULÈVE DES QUESTIONS STRATÉGIQUES IMPORTANTES

CHARLIE KIMBER (SWP, GRANDE-BRETAGNE)

LA CRISE ISRAËLIENNE : «UN CONFLIT INTERNE SUR LES MOYENS D'OPPRIMER» LES PALESTIEN-NES

INTERVIEW DE MJD KAYYAL, MILITANT
PALESTINIEN, PAR LE SOCIALIST WORKER

ÉTATS-UNIS / CHINE : VERS UN NOUVEAU PARTAGE DU MONDE ?

NICOLAS (PARIS 20^e)

ARGUMENTER ET CONVAINCRE DE L'URGENCE ANTIFASCISTE ET ANTIRACISTE

MATHIEU (PARIS 20^e)

INTERDIRE (PHYSIQUEMENT) LES MEETINGS FASCISTES. RÉCIT DE LA SOIRÉE DU 21 JUIN 1973 À LA MUTUALITÉ

INTERVIEW D'ALAIN POJOLAT (PARIS 18^e) PAR
ERWAN (MARSEILLE)

QUESTIONS ET HYPOTHÈSES À PARTIR DU MOUVEMENT

COORDONNÉ PAR DENIS GODARD (PARIS 20^e)

LES IDÉES RÉVOLUTIONNAIRES DE KARL MARX

IANNIS (PARIS 20^e)

CULTURE

JU LHULLIER-LE MOAL (RENNES)
ET THOMAS NIFESTANT (BOBIGNY)

AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

A2C

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX LIBRE (PRIX DE REVIENT 2,5 EUROS)